

THÉRAPIES INNOVANTES
L'Algérie et
l'Allemagne explorent
un partenariat
stratégique

P 16

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

L'Algérie plaide pour un marché stable

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur de la stabilité des marchés gaziers internationaux, de la sécurité des approvisionnements et d'une transition énergétique juste et progressive. Dans son discours, lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, à l'ouverture du 8^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu hier à Moscou, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé à renforcer la coopération entre les pays producteurs et à garantir un environnement réglementaire stable, propice aux investissements dans l'industrie gazière. P 3



ENTREPRENEURIAT
7 009 projets
financés par la
NESDA sont
opérationnels

Le portefeuille de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) compte 7 009 micro-entreprises opérationnelles en octobre 2026, contre 3 500 en décembre 2025. Cette progression traduit la montée en puissance du dispositif d'accompagnement des porteurs de projets, engagé dans une nouvelle approche depuis la restructuration de l'agence en janvier 2025, avec un accent particulier sur l'industrie et les activités à plus forte valeur ajoutée.

P 2

GAZ NATUREL
Sonatrach et ČEZ
envisagent d'élargir
leur partenariat

Le partenariat gazier entre l'Algérie et la République tchèque pourrait connaître une nouvelle évolution. Sonatrach et la compagnie tchèque ČEZ ont engagé des discussions sur les perspectives d'extension de leur contrat d'approvisionnement en gaz naturel, conclu en 2024, tout en examinant les possibilités d'élargir leur coopération commerciale à d'autres domaines. Ces échanges ouvrent des perspectives pour consolider les débouchés du gaz algérien en Europe centrale et approfondir les relations économiques entre les deux pays.

P 3

REJETS INDUSTRIELS
D'OUJDA (MAROC)
Une menace pour les
ressources hydriques
algériennes

Les risques liés à la pollution des cours d'eau transfrontaliers et ses repercussions sur les ressources hydriques, les terres agricoles et la sécurité alimentaire ont été au centre des travaux de la Conférence internationale sur la protection des cours d'eau transfrontaliers et la prévention de la pollution environnementale (IC-TWEP 2026), qui se poursuit jusqu'au 29 octobre à Tlemcen, avec la participation d'académiciens, de chercheurs et d'experts représentant 35 pays.

P 5

FORUM NATIONAL
 SUR LE TOURISME THERMAL
L'importance de la formation
des professionnels du tourisme
soulignée P 2

PRODUCTION ET SANTÉ ANIMALES
Un réseau scientifique
pour renforcer la sécurité
alimentaire nationale P 5

VOL INAUGURAL ALGER-SHANGHAI
Un nouveau trait d'union
au service des échanges
économiques
algéro-chinois P 5

MINISTÈRE DE LA POSTE
Retour à la normale du service internet après l'achèvement des travaux de maintenance

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, mardi dans un communiqué, le retour à la normale du service internet après l'achèvement avec succès, dans la nuit de lundi à mardi, des travaux de maintenance au niveau du câble sous-marin reliant l'Algérie et l'Espagne. Dans son communiqué, le ministère informe l'ensemble des citoyens et des abonnés du "retour à la normale du service internet après l'achèvement avec succès des travaux de maintenance effectués au niveau du câble sous-marin reliant l'Algérie et l'Espagne, dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 octobre courant". "Grâce au basculement préalable du trafic de données vers d'autres câbles sous-marins et à la gestion conjoncturelle optimale du réseau de services par les ingénieurs d'Algérie Télécom, les principaux services internet n'ont pas été affectés durant la période des travaux, limitant ainsi les répercussions de ces perturbations sur les citoyens et les entreprises", précise le communiqué.

ENTREPRENEURIAT

7 009 projets financés par la NESDA sont opérationnels

Le portefeuille de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) compte 7 009 micro-entreprises opérationnelles en octobre 2026, contre 3 500 en décembre 2025. Cette progression traduit la montée en puissance du dispositif d'accompagnement des porteurs de projets, engagé dans une nouvelle approche depuis la restructuration de l'agence en janvier 2025, avec un accent particulier sur l'industrie et les activités à plus forte valeur ajoutée.

Par S. R.

Intervenant sur la « Chaîne I » de la radio nationale, le directeur général de la NESDA, Bilal Achacha, a souligné que les entreprises recensées dans le portefeuille de l'agence sont entrées en phase de production ou de prestation de services. Cette évolution s'appuie notamment sur le renforcement de la formation entrepreneuriale et sur l'amélioration des mécanismes d'évaluation des dossiers. « Nous sommes passés de 3 500 micro-entreprises en décembre 2025 à 7 009 en octobre 2026, avec des projets qui ont effectivement démarré leur activité », a indiqué le responsable, mettant en avant les résultats de la nouvelle stratégie de l'agence. Sur le plan de la formation, plus de 70 000 bénéficiaires ont été formés depuis janvier 2025 dans les centres de développement de l'entrepreneuriat, implantés au sein des universités et des établissements de formation professionnelle. D'après les estimations du directeur général, environ 10 % des personnes formées concrétisent directement leur projet de création d'entreprise. Par ailleurs, le taux d'acceptation des dossiers par les comités de financement locaux atteint 90 %, grâce notamment au renforcement de l'accompagnement et à la mise en place de services spécialisés dans l'analyse des risques. La réorientation sectorielle constitue l'un des axes majeurs de cette stratégie. L'in-

dustrie représente désormais 32 % des projets, devant les services, qui concentrent 20 % du portefeuille, tandis que l'agriculture et les travaux publics affichent chacun une part de 11 %. Cette répartition traduit la volonté de diversifier les activités financées et de favoriser la création de micro-entreprises productives, capables de contribuer au développement du tissu industriel national et à la création de valeur. Dans le même esprit, la NESDA entend renforcer l'intégration de ces entreprises dans les chaînes de sous-traitance des grandes entreprises et des projets structurants. C'est pourquoi la plateforme numérique « Small Business Hub » a été mise en place : elle facilite les relations entre les micro-entreprises et les grands donneurs d'ordre, afin de leur permettre d'accéder à de nouveaux marchés et de participer davantage à la dynamique de production nationale. L'inclusion figure également parmi les priorités de l'agence. La proportion de femmes entrepreneures est passée de 17 % en 2022 à 32 % actuellement, une progression liée notamment au rapprochement de la NESDA avec le milieu universitaire, grâce aux centres de développement de l'entrepreneuriat. Présente sur l'ensemble du territoire national, l'agence déploie en outre des actions destinées à encourager l'initiative entrepreneuriale dans les régions du Sud et les zones intérieures, en coordination avec différents partenaires institutionnels. Pour Bilal Achacha, la réussite d'une micro-en-

treprise ne dépend pas seulement du financement : « Le financement ne suffit pas à lui seul pour garantir la réussite d'une micro-entreprise. Il faut également accompagner le porteur de projet, simplifier les procédures administratives et lui faciliter l'accès au foncier industriel », a-t-il expliqué. Dans cette logique, l'agence mise sur la numérisation de ses services, notamment avec la plateforme « myproject.dz », ainsi que sur une meilleure coordination avec les dispositifs publics d'appui à l'investissement. La disponibilité de locaux et de terrains industriels prêts à l'emploi demeure, par ailleurs, un enjeu majeur pour permettre aux jeunes entreprises de se rapprocher des grands complexes industriels. Sur le plan financier, la NESDA s'appuie sur l'amélioration du recouvrement des anciens crédits, qui progresse d'environ 50 % par an. Ce recouvrement lui permet de couvrir ses frais de fonctionnement et les salaires de ses 2 600 employés, tout en finançant de nouveaux projets. Une proposition a également été soumise aux autorités de tutelle afin de relever le plafond de financement de 10 à 20 millions de dinars, au profit notamment des micro-entreprises industrielles constituées en personnes morales avec au moins deux associés. Enfin, pour les entreprises en difficulté, l'agence prévoit des crédits d'exploitation, le rééchelonnement des dettes et l'exonération des pénalités de retard, en coordination avec les banques publiques.

FORUM NATIONAL SUR LE TOURISME THERMAL

L'importance de la formation des professionnels du tourisme soulignée

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddali a souligné, mardi à Guelma, que la formation des professionnels du tourisme " figure parmi les priorités de la Stratégie nationale de développement du secteur ". Lors d'un atelier consacré à " l'investissement, le financement et le développement de l'activité thermique ", qu'elle a supervisé à l'hôtel Mermoura dans le cadre de la deuxième et dernière journée du Forum national sur le tourisme thermal, la ministre a souligné l'importance de la formation de l'ensemble des acteurs du secteur touristique. Supervisant cette rencontre aux côtés du wali, Samir Chibani, elle a affirmé que la formation " constitue un levier essentiel pour améliorer la qualité des prestations touristiques ". Intervenant au cours de cet atelier, Mme Meddahi a rappelé que son dé-

partement avait précédemment lancé un processus de formation pour tous les professionnels du secteur du tourisme, dans leurs différentes fonctions et spécialités, afin d'améliorer leurs compétences et leur savoir-faire et ce, en coordination avec les secteurs de la formation et de l'enseignement professionnels et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. La ministre a indiqué, dans ce contexte, que le programme de formation lancé par le ministère consiste à dispenser, à l'adresse des directeurs d'établissements hôteliers, des cours spécialisés dans le domaine de la gestion et de la généralisation de la numérisation, ainsi qu'en matière d'apprentissage des langues, de formation de guides touristiques et de gestionnaires des agences de voyage. La ministre du Tourisme et de l'Artisanat a de nouveau fait part des impor-

tants efforts déployés par les autorités publiques pour accompagner les investisseurs du secteur du tourisme à chaque étape de la réalisation de leurs projets, depuis les facilités accordées pour la concession de terrains jusqu'à la levée de toutes les difficultés administratives pouvant être rencontrées lors de la réalisation de ces projets. La ministre a écouté tous les intervenants lors de cet atelier qui ont abordé des sujets liés à " la détermination des opportunités de développement et de valorisation des potentialités thermales ", à " l'élaboration de modèles économiques adaptés et innovants ", à " la mobilisation des capitaux nationaux et étrangers pour l'investissement touristique ", et au " développement de partenariats ". L'atelier a été encadré par des représentants de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI),

de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), de l'Agence nationale des ressources hydriques, ainsi qu'un représentant de la communauté nationale à l'étranger. Mme Meddahi avait supervisé, lundi, l'ouverture des travaux du Forum national sur le tourisme thermal qui réunit des experts dans le domaine touristique algériens et étrangers venus d'Italie, de Chine et d'Azerbaïdjan, en présence de plusieurs diplomates accrédités en Algérie. La ministre avait également visité, en fin d'après-midi, une exposition de produits de l'artisanat organisée en marge des travaux du forum, sur la place faisant face à la cascade naturelle de la commune touristique de Hammam Debbagh.

R E/APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ

L'Algérie plaide pour un marché stable

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur de la stabilité des marchés gaziers internationaux, de la sécurité des approvisionnements et d'une transition énergétique juste et progressive.

Par Zahir R.

Dans son discours, lu par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, à l'ouverture du 8^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu hier à Moscou, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé à renforcer la coopération entre les pays producteurs et à garantir un environnement réglementaire stable, propice aux investissements dans l'industrie gazière. Il a ainsi réaffirmé l'engagement de l'Algérie à poursuivre son action commune avec les pays membres en vue de renforcer la place du gaz naturel dans le système énergétique mondial et de promouvoir son rôle en tant qu'énergie de transition essentielle, accompagnant l'évolution vers des systèmes énergétiques plus durables. À cet égard, le président de la République a souligné l'importance d'adopter une transition énergétique juste et équilibrée, conciliant les exigences de protection de l'environnement, la préservation de la sécurité des approvisionnements et l'accès à l'énergie à des prix abordables, tout en soutenant un développement économique et social inclusif. Tebboune a également réaffirmé l'attachement de l'Algérie aux principes de coopération et de solidarité entre les pays producteurs, ainsi qu'au dialogue avec les pays consommateurs, afin de garantir des marchés gaziers stables et équilibrés, fondés sur les intérêts mutuels et le respect des droits souverains des États sur leurs ressources naturelles. Dans son intervention, le président de la République a souligné que les crises successives avaient démontré la résilience de l'industrie gazière et confirmé la place du gaz naturel comme pilier durable des économies nationales. Il a toutefois relevé les défis auxquels le secteur est confronté, notamment les tensions entre les impératifs de sécurité éner-

gique, les exigences climatiques, les mutations réglementaires et les recompositions géopolitiques.

« L'Algérie a été et restera un fournisseur sûr et fiable »

Dans cette dynamique, « le gaz naturel apparaît comme un partenaire naturel des énergies renouvelables. Il garantit la stabilité des systèmes électriques, contribue à la réduction des émissions et évite le retour à des sources d'énergie plus polluantes. Il ne constitue pas un obstacle à la transition, mais un pont permettant de la franchir en toute sécurité », a souligné le président Tebboune. Le chef de l'État a insisté, par ailleurs, sur le caractère souverain des politiques énergétiques nationales, tout en mettant en garde contre les changements réglementaires susceptibles de perturber les marchés, de freiner les investissements et de fragiliser la sécurité des approvisionnements. Il a souligné que les investissements de plusieurs milliards de dollars nécessaires au développement des infrastructures gazières exigeaient des cadres réglementaires stables et une juste valorisation du gaz, notamment dans le cadre des contrats à long terme. Il a ainsi appelé à un dialogue constructif entre les acteurs concernés afin de parvenir à un cadre consensuel garantissant la sécurité des investissements et leur orientation vers les régions qui en ont le plus besoin. Concernant le rôle de l'Algérie sur le marché gazier international en tant que partenaire fiable, le président de la République a mis en avant l'engagement de notre pays à poursuivre le développement de ses capacités dans les différents maillons de la chaîne de valeur de l'industrie gazière, tout en renforçant les investissements dans les infrastructures et les technologies modernes et en intensifiant la coopération avec les partenaires

internationaux. Ces efforts visent à consolider la fiabilité des approvisionnements et à contribuer au renforcement de la sécurité énergétique régionale et internationale. Le chef de l'État a, par ailleurs, appelé le Forum, à travers son Institut de recherche sur le gaz, à renforcer son rôle dans la diffusion des technologies de réduction des émissions, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique. La numérisation et l'intelligence artificielle figurent également parmi les leviers à mobiliser pour répondre aux défis technologiques de l'industrie gazière.

L'Algérie mise sur ses ressources et ses projets structurants

Réaffirmant la place de l'Algérie sur le marché gazier international, le président de la République a rappelé le rôle historique du pays dans le développement de l'industrie gazière, marqué notamment par la mise en service, à Arzew, en 1964, du premier complexe de liquéfaction du gaz naturel au monde. Il a souligné que l'Algérie figure aujourd'hui parmi les dix premiers producteurs mondiaux de gaz et constitue le deuxième fournisseur de l'Union européenne par gazoduc, tout en approvisionnant plusieurs pays en gaz naturel liquéfié. « Ces résultats sont le fruit d'une fiabilité qui n'a jamais failli, même dans les circonstances les plus difficiles, ainsi que du respect constant de nos engagements. L'Algérie a été et restera un fournisseur sûr et fiable », a-t-il indiqué. Abdelmadjid Tebboune a également mis en avant les projets structurants engagés par l'Algérie pour valoriser ses ressources naturelles et diversifier son économie, notamment le projet minier de Gara Djebilet et le projet intégré de phosphate. Ces investissements doivent

contribuer à renforcer les capacités d'exportation et à soutenir la sécurité alimentaire mondiale. À l'échelle africaine, le projet de gazoduc transsaharien reliant le Nigeria, le Niger et l'Algérie occupe une place stratégique. Avec une capacité d'exportation estimée à 30 milliards de mètres cubes par an, cette infrastructure est présentée comme un levier d'intégration énergétique continentale et de coopération Sud-Sud. L'Algérie a réaffirmé sa volonté de mettre son expertise au service de sa réalisation. Dans le cadre de la diversification des sources d'énergie et du renforcement de la coopération énergétique transmediterranéenne, le président de la République a également souligné l'importance stratégique du projet de corridor Sud de l'hydrogène (South2 Corridor), destiné à relier les capacités de production d'hydrogène renouvelable en Algérie et en Tunisie aux marchés européens. Il a affirmé que « ce projet, que nous développons avec nos partenaires européens et la Tunisie, permettra à notre pays d'exporter du gaz, de l'électricité, de l'ammoniac et de l'hydrogène, tout en consolidant sa position de pôle énergétique transcontinental ». En matière de transition énergétique, l'Algérie avance résolument dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse de transition énergétique, en plaçant les énergies propres et renouvelables au cœur de sa démarche pour réaliser un essor économique durable. Une démarche visant à réduire l'empreinte carbone de son industrie, à limiter les émissions de méthane et le torchage du gaz, et à développer les technologies de captage du carbone. Cette orientation s'appuie notamment sur un programme national visant à produire 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, pour une enveloppe estimée à près de 22 milliards d'euros.

GAZ NATUREL

Sonatrach et ČEZ envisagent d'élargir leur partenariat

Par S. R.

Le partenariat gazier entre l'Algérie et la République tchèque pourrait connaître une nouvelle évolution. Sonatrach et la compagnie tchèque ČEZ ont engagé des discussions sur les perspectives d'extension de leur contrat d'approvisionnement en gaz naturel, conclu en 2024, tout en examinant les possibilités d'élargir leur coopération commerciale à d'autres domaines. Ces échanges ouvrent des perspectives pour consolider les débouchés du gaz algérien en Europe centrale et approfondir les relations économiques entre les deux pays. Le président-directeur général de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, a reçu lundi une délégation de ČEZ, conduite par le président de son conseil d'administration, Daniel Beneš, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. Cette rencontre s'est tenue dans le cadre de la visite officielle du Premier ministre tchèque, Andrej

Babiš, en Algérie. Les discussions ont porté en priorité sur l'évaluation de l'exécution du contrat qui lie les deux groupes depuis 2024, ainsi que sur l'examen des possibilités de prolonger ou d'élargir cet engagement commercial. Les deux parties ont également convenu d'étudier de nouvelles opportunités de coopération, témoignant de leur volonté de donner davantage d'ampleur à leur partenariat. Signé en 2024, le contrat entre Sonatrach et ČEZ porte sur l'achat et la vente de gaz naturel destiné à alimenter la République tchèque par le gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie. En 2025, les deux entreprises avaient déjà convenu de prolonger les livraisons pour une année supplémentaire, à compter du 1er octobre 2025. L'examen de nouvelles perspectives contractuelles intervient alors que Prague manifeste son intérêt pour un renforcement des approvisionnements algériens. À l'issue de son audience avec le président de la

République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre tchèque a d'ailleurs annoncé des discussions concernant une éventuelle augmentation des quantités de gaz exportées par l'Algérie vers son pays. Aucun volume supplémentaire ni calendrier précis n'a toutefois été communiqué à ce stade. Les échanges entre les deux entreprises doivent donc permettre d'examiner les conditions commerciales et les perspectives d'évolution de leur relation contractuelle. Pour Sonatrach, l'enjeu est de consolider un débouché européen et de renforcer ses relations avec les opérateurs énergétiques du continent. Pour ČEZ, le développement de ce partenariat représente l'occasion de conforter ses approvisionnements en gaz naturel auprès d'un fournisseur algérien déjà lié à la compagnie par un contrat commercial. Outre le gaz naturel, les deux groupes ont convenu d'examiner les possibilités d'étendre leur relation commerciale à d'autres do-

maines. Si les secteurs concernés n'ont pas été précisés, cette orientation traduit une volonté d'explorer de nouvelles pistes de collaboration entre les opérateurs économiques algériens et tchèques. Cette démarche s'inscrit dans la dynamique de rapprochement économique impulsée par la visite d'Andrej Babiš, marquée par la signature de quatre accords et l'identification de plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment les tramways, les tracteurs, l'industrie militaire et l'aéronautique. Le renforcement des échanges entre Sonatrach et ČEZ pourrait ainsi donner une dimension plus large aux relations économiques bilatérales. La priorité immédiate demeure néanmoins l'examen du contrat gazier existant et des conditions de son éventuelle extension, avant toute concrétisation de nouveaux projets commerciaux.

CLIMAT

Vers une baisse de 6% des émissions mondiales d’ici à 2035, très insuffisant

L'ONU a estimé mardi que les récents engagements pris par les nations en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne permettraient qu'une baisse de 6% d'ici à 2035, un chiffre très insuffisant pour l'atteinte des objectifs climatiques. "Les niveaux mondiaux totaux d'émissions de GES (...) qui résulteront de la mise en oeuvre des nouvelles feuilles de route climatiques devraient atteindre un pic puis diminuer d'ici à 2035, pour se situer, en moyenne, à 6 % en dessous des niveaux de 2019", indique un nouveau rapport des Nations unies, à moins de deux semaines de l'ouverture de la Conférence des parties (COP31) à Antalya (Turquie). Et même si les pays mettaient pleinement en oeuvre leurs plans ainsi que leurs objectifs conditionnels, la baisse des émissions n'atteindrait que 9 %. Le dernier rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en 2023, indiquait que pour espérer contenir à 1,5 C la hausse des températures d'ici la fin du siècle - l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris - il était nécessaire de diminuer les émissions mondiales de 43% en 2030 et 60% en 2035 par rapport à 2019. Dans son rapport l'an dernier, l'ONU anticipait une baisse de 10% des émissions d'ici à 2035, mais c'était avant la prise en compte du retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris et alors que beaucoup de pays n'avaient pas encore publié leurs nouveaux engagements climatiques (NDC). Cette année, le rapport se base sur les NDC de 154 pays, représentant environ 70% des émissions mondiales. Ce rapport "nous rappelle une fois de plus les vents contraires auxquels nous sommes confrontés actuellement", a réagi Simon Stiell, responsable de l'ONU Climat. Même si "les nations restent fermes et vont de l'avant", ces chiffres "démontrent une nouvelle fois que les progrès collectifs restent clairement insuffisants", ajoute-t-il. "En mettant l'accent sur des mesures concrètes visant à favoriser une meilleure mise en oeuvre, la COP31 en Turquie peut contribuer à combler certaines des principales lacunes", conclut le responsable.

APS

VOL INAUGURAL ALGER-SHANGHAI

Un nouveau trait d’union au service des échanges économiques algéro-chinois

L'arrivée, mardi matin, du vol inaugural d'Air Algérie reliant directement Alger à Shanghai, marque une nouvelle étape dans le renforcement des liaisons aériennes entre l'Algérie et la Chine, et constitue un nouveau trait d'union au service des relations économiques et commerciales en évolution constante entre les deux pays. D'une durée d'environ 14 heures, cette nouvelle liaison directe est accueillie favorablement par les opérateurs économiques algériens et chinois, qui y voient un gain de temps appréciable et un moyen de faciliter leurs déplacements professionnels entre les deux pays. Un Airbus A330-900neo de 308 places a assuré ce premier vol, avec quelque 175 passagers à bord. "Un très bon début", selon les membres de l'équipage. A Shanghai, métropole économique majeure et important centre industriel et commercial, de nombreux voyageurs algériens,

rencontrés à l'occasion de ce vol inaugural, effectuent le déplacement pour des raisons professionnelles. Pour ces opérateurs, le lancement de cette liaison directe répond à un besoin concret: réduire la durée des déplacements et simplifier les voyages d'affaires. "Ce vol nous fait gagner un temps précieux", résument plusieurs voyageurs, soulignant que leurs déplacements vers la Chine nécessitaient auparavant une ou plusieurs escales, susceptibles d'ajouter entre quatre et huit heures au temps de voyage. Le lancement de cette ligne intervient dans un contexte marqué par une évolution constante des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la Chine. Les échanges entre les deux pays couvrent de nombreux domaines, notamment les

équipements industriels, les matières premières, les produits manufacturés, les infrastructures et les activités liées à la production. Pour les entreprises algériennes, l'accès au marché chinois constitue un levier d'approvisionnement et de développement, tandis que la multiplication des liaisons aériennes contribue à rapprocher les milieux d'affaires et à faciliter les contacts directs entre les différents opérateurs. La nouvelle ligne vient ainsi renforcer le dispositif de desserte aérienne entre les deux pays, Air Algérie assurant déjà des liaisons directes vers Pékin et Guangzhou, deux destinations importantes pour les échanges commerciaux et les déplacements professionnels.

R E.

FORÊTS

La DGF envisage d’acquérir 140 drones de fabrication locale

La Direction générale des forêts (DGF) compte acquérir 140 drones de fabrication locale en vue de leur mise en service dès la prochaine saison, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer les moyens de prévention contre les feux de forêt, a indiqué lundi un responsable de la Direction. Lors d'une conférence de presse conjointe entre la DGF, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) et la Direction générale de la Protection civile (DGPC), consacrée à la présentation du bilan opérationnel de la saison estivale 2026, le sous-directeur chargé de la protection du patrimoine forestier à la DGF, Said Fritas, a précisé que "la Direction générale des forêts poursuit ses efforts pour intégrer et utiliser les technologies modernes dans la surveillance grâce à des équipements de détection et de suivi, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêt".

Dans ce cadre, 35 drones ont déjà été acquis, dont 20 de type "Aurès 700" fabriqués par l'Établissement de développement et de production des systèmes de technologie avancée (EDPSTA), relevant du secteur des fabrications militaires, a fait savoir le même responsable, ajoutant que ces appareils ont été répartis sur les différentes wilayas, avec la formation de 85 agents forestiers à leur utilisation. M. Fritas a également fait état de démarches en cours pour l'acquisition de 140 autres drones du même type, dans le but de les déployer la saison prochaine. L'intervenant a également souligné que l'été 2026 a vu l'intégration de plusieurs autres technologies pour la protection des forêts, telles que le système de télédétection "LIDAR" pour la détection et le suivi des incendies et le système d'alerte précoce développé par la start-up algérienne "Basseer".

APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE



عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 26 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Octobre 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة	
		DA / Kg		معدل	دج / كغ	
		Moyenne	أعلى		أدنى	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	91	96	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	131	147	114	الطماطم	
	Oignon sec	86	93	79	البصل الجاف	
	Ail sec	836	910	761	الثوم الجاف	
	Carotte	127	138	115	الجزر	
	Navet	130	140	120	اللفت	
	Poivron	136	149	123	الفلفل الاخضر	
	Piment	146	161	131	الفلفل الحار	
	Courgette	137	149	124	الكوسة	
	Haricot vert	230	252	208	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	134	146	121	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	427	533	321	التفاح المحلي	
	Datte	475	594	355	التمر	
	Raisin	327	376	278	العنب	
	Grenade	188	222	153	الرمان	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	2217	2335	2098	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	474	487	461	الدجاج	
	Œufs (Unité)	23	24	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	0,00	0,67	7,57	7,32	1309	484 695,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,10	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1398,00	-0,14	-0,13	-0,18	7,54	7,65	3556	4 971 288,00
BIOPHARM	BIO	2 357,00	2357,00	0,00	-0,80	-5,45	6,35	7,21	270	636 390,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 999,00	1999,00	0,00	-0,18	-8,29	8,29	8,75	10035	20 059 965,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,31	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	2,33	5,67	1,24	7,78	0	0,00

REJETS INDUSTRIELS D’OUJDA (MAROC)

Une menace pour les ressources hydriques algériennes

Les risques liés à la pollution des cours d’eau transfrontaliers et ses répercussions sur les ressources hydriques, les terres agricoles et la sécurité alimentaire ont été au centre des travaux de la Conférence internationale sur la protection des cours d’eau transfrontaliers et la prévention de la pollution environnementale (IC-TWEP 2026), qui se poursuit jusqu’au 29 octobre à Tlemcen, avec la participation d’académiciens, de chercheurs et d’experts représentant 35 pays.

Synthèse R E.

Lors de cette rencontre, les participants ont notamment évoqué la situation de l’oued Mouilah, qui prend sa source dans la région d’Oujda, au Maroc, et dont le lit naturel servirait à l’acheminement de différents types de déchets vers le territoire algérien. Selon les éléments présentés lors de la conférence et les résultats d’analyses de laboratoire évoqués par les participants, cette pollution fait peser des risques importants sur les ressources en eau de la région frontalière. Les rejets provenant des unités industrielles de la ville marocaine d’Oujda figurent parmi les principales préoccupations soulevées lors des débats.

Dans une vidéo diffusée devant les participants et portant sur les risques majeurs de la pollution qui touche l’oued Mouilah et le barrage de Hammam Boughrara, situés sur la ligne de contact à la frontière algéro-marocaine, il a été indiqué que les déchets provenant de 400 unités industrielles de la ville d’ Oujda ont transformé les terres en marécages, avec de graves répercussions sur des milliers d’agriculteurs. La concentration de certaines substances chimiques dans les cours d’eau concernés dépasserait de plus de 400 fois les normes internationales, selon les données évoquées lors de la rencontre. Des milliers d’hectares de terres agricoles situées dans la zone frontalière seraient ainsi exposés aux effets de cette pollution. Les participants ont également abordé les risques pesant sur les eaux du barrage de Hammam Boughrara, dans la wilaya de Tlemcen, ainsi que les répercussions environnementales signalées dans la région de Béchar, notamment en matière de ressources souterraines. Ces préoccupations soulignent la nécessité de renforcer la surveillance de la qualité des eaux et de protéger les ressources hydriques partagées.



La coopération scientifique au service de la protection de l’eau

Organisée par l’Université Abou Bekr-Belkaïd de Tlemcen et la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), la conférence vise à renforcer le dialogue scientifique et la coopération entre les gouvernements, les chercheurs et les spécialistes pour promouvoir une gestion durable des eaux transfrontalières. Les travaux portent notamment sur les effets des changements climatiques et de la pollution industrielle et agricole sur la qualité et la disponibilité de l’eau, ainsi que sur les technologies innovantes de surveillance, de protection et de traitement des ressources hydriques communes. Les participants examinent également les mécanismes juridiques et institutionnels de protection de l’eau, les moyens de renforcer la coopération régionale et internationale et le rôle de la diplomatie de l’eau dans la prévention des tensions entre les États riverains. La transformation numérique, l’intelligence artificielle et l’exploitation des données massives pour la prévision des inondations

et la surveillance de la pollution figurent aussi parmi les axes abordés. Le recteur de l’Université de Tlemcen a souligné l’importance des solutions technologiques et des moyens techniques susceptibles de contribuer à la paix et à la stabilité. De son côté, la secrétaire générale de la wilaya de Tlemcen a estimé que la protection de l’environnement constitue désormais un choix stratégique et une responsabilité nationale, soulignant que la pollution des oueds et des barrages représente une menace directe pour la sécurité alimentaire. Dans un discours lu en son nom, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a également fait part de la volonté de son département de créer une association regroupant des compétences algériennes et africaines afin de développer la coopération continentale dans le domaine des ressources en eau. Prévue jusqu’au 29 octobre, la conférence devrait déboucher sur une série de recommandations destinées à renforcer la protection des ressources hydriques, à réduire la pollution et à promouvoir une gestion plus durable et équitable de l’eau au bénéfice des générations actuelles et futures.

PRODUCTION ET SANTÉ ANIMALES

Un réseau scientifique pour renforcer la sécurité alimentaire nationale

Par Z R.

L’Algérie renforce les liens entre la recherche scientifique et le secteur agricole à travers le lancement d’un réseau thématique de recherche consacré au développement de la production et de la santé animales. Cette initiative vise à mobiliser les compétences nationales, à encourager la recherche appliquée et à développer des solutions innovantes pour améliorer la productivité de l’élevage et contribuer à la sécurité alimentaire nationale. Lancé hier mardi à l’École nationale supérieure agronomique d’El Harrach, à Alger, ce réseau s’inscrit dans une démarche de coordination entre les universités, les centres de recherche et le secteur de l’agriculture. L’initiative est

portée par le secteur de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en collaboration avec le ministère de l’Agriculture et le Conseil supérieur de la communauté nationale à l’étranger. L’objectif est de fédérer les efforts scientifiques autour des principales problématiques liées à la production animale, à la santé du cheptel et à l’amélioration des performances de l’élevage. Le réseau entend également favoriser la mobilisation des compétences algériennes établies à l’étranger afin de contribuer au développement de solutions scientifiques et techniques adaptées aux besoins du secteur. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Kamel Baddari a souligné l’importance

d’associer la communauté scientifique et les chercheurs algériens établis à l’étranger aux efforts de développement socioéconomique du pays, ainsi qu’à la réalisation de l’objectif visant à garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires de l’Algérie, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Parmi les principales missions de cette structure figurent la définition des priorités nationales en matière de recherche, le lancement de projets collaboratifs appliqués et la valorisation des résultats scientifiques à travers le transfert de technologies. Les travaux porteront notamment sur l’élevage, l’alimentation animale et les méthodes de gestion, ainsi que sur la prévention des maladies animales.

Le développement de la coopération institutionnelle entre les établissements universitaires et les acteurs du secteur agricole constitue également un axe central de cette initiative. Il s’agit de rapprocher davantage la recherche des réalités du terrain et de faciliter l’application des résultats scientifiques dans les exploitations et les activités d’élevage. La prévention des maladies animales représente, à ce titre, un enjeu important, compte tenu de leur incidence sur la productivité et des pertes qu’elles peuvent occasionner. Le réseau ambitionne ainsi de contribuer à l’amélioration de la qualité et du rendement de la production animale, tout en réduisant les pertes liées aux pathologies du cheptel.

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS

La Faculté des sciences économiques obtient son 76e label “Projet innovant”

Le bilan de l’université " Djillali-Liabès " de Sidi Bel-Abbès s’est enrichi d’un nouveau label " Projet innovant ", attribué à la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, portant à 76 le nombre total de labels obtenus par l’université au titre de l’année universitaire 2025-2026, a-t-on appris mardi auprès de l’incubateur universitaire. Ce label a été attribué à une équipe composée de trois étudiantes, sous l’encadrement de la professeure Zoulikha Bakhti, en reconnaissance de leurs efforts dans le développement d’une idée novatrice présentant des perspectives économiques prometteuses. Le directeur de l’incubateur d’entreprises de l’université, Ahmed Allami, a précisé que cette distinction " reflète la dynamique que connaît l’établissement universitaire en matière de promotion de l’entrepreneuriat et d’incitation des étudiants à transformer leurs mémoires de fin d’études ainsi que leurs recherches scientifiques en projets économiques concrétisables ". Il a ajouté que l’obtention de ce 76e label par la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion témoigne de l’efficacité des mécanismes d’accompagnement et de formation mis en place par l’incubateur au profit des porteurs d’idées et de projets innovants, conformément à la stratégie nationale visant à faire de l’université un moteur de l’économie du savoir, de la création de richesses et d’emplois. Le même responsable a souligné que cette réalisation porte à 172 le nombre total de labels attribués aux projets innovants au sein de l’université " Djillali-Liabès ", la plaçant ainsi, selon ses propos, " aux premiers rangs " des établissements universitaires nationaux actifs dans le domaine de l’innovation et des incubateurs d’entreprises. Il a également salué la contribution des enseignants encadreurs et l’engagement des étudiants chercheurs dans la concrétisation de ces initiatives.

APS

SÉTIF
Acquisition d'un
appareil de
curiethérapie
pour le
traitement du
cancer

L'établissement hospitalier spécialisé anti-cancer de Sétif a acquis cette semaine un appareil médical de curiethérapie (radiothérapie locorégionale) pour améliorer la prise en charge des cancéreux, a-t-on appris lundi auprès de la direction de wilaya de la santé et de la population (DSP). Dans une déclaration à l'APS, la cheffe du bureau de communication de cette direction, Ryma Boussoir, a précisé qu'une enveloppe financière de 300 millions DA du budget des opérations d'investissement de la direction de la santé et de la population a été allouée à l'acquisition de cet appareil de curiethérapie qui constitue une des techniques modernes de radiothérapie. La même responsable a indiqué que l'acquisition de cet appareil s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur de renforcement des capacités thérapeutiques des établissements sanitaires et de consolidation des services spécialisés anti-cancer, soulignant que la technique de curiethérapie consiste à placer une source radioactive scellée directement dans ou près de la tumeur de sorte à cibler avec précision les cellules cancéreuses et éviter l'exposition à l'irradiation des tissus sains voisins. Selon la même source, l'introduction de cette technologie permettra à cet établissement spécialisé de développer ses capacités techniques et thérapeutiques et d'offrir des alternatives thérapeutiques aux cancéreux avec la possibilité de réduire la durée du traitement, de limiter les effets indésirables pour les tissus sains et d'impacter ainsi positivement le processus thérapeutique du malade.

APS

CNAC

Campagne de sensibilisation aux mesures de promotion de l'emploi à Mila, Ouled Djellal et Bordj Bou Arreridj

Les agences de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) des wilayas de Mila, d'Ouled Djellal et de Bordj Bou Arreridj ont lancé lundi une campagne de sensibilisation aux mesures et avantages contenus dans la loi pour la promotion de l'emploi. Le directeur de l'agence de cette caisse à Mila, Imad Baïra a indiqué à l'APS que les services de l'agence ont tracé un programme d'explication de ces mesures incitatives avec des visites de terrain aux entreprises économiques, unités productives et exploitations agricoles.

Selon la même source, les opérateurs économiques des deux secteurs public et privé seront ainsi approchés pour leur expliquer les dispositions d'encouragement de cette loi dont les réductions de la part du patron des cotisations sociales allant de 20 à 36 %, l'exonération totale de cette part durant les périodes de formation des travailleurs pour favoriser le développement de leurs compétences. Les employeurs peuvent bénéficier aussi d'une subvention mensuelle de 1.000 DA pendant trois ans pour chaque travailleur recruté par un contrat de durée indéterminée, a-t-il précisé. De son côté, le directeur de l'agence CNAC d'Ouled Djellal, Nacer Benfli, a souligné à l'APS que cette campagne, organisée par la CNAC en coordination avec les deux chambres de l'agriculture et du commerce

et de l'industrie "s'inscrit dans le cadre du renforcement de la communication avec les opérateurs économiques pour leur présenter les mesures incitatives offertes par la loi portant mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi". La manifestation inclut des sorties vers les entreprises économiques et unités de production actives à travers les communes de la wilaya pour expliquer à leurs patrons le contenu de la loi 06-21 du 11 décembre 2006 et ses textes d'application en tant que cadre légal d'appui aux entreprises, d'allègement de leurs charges financières et de leur encouragement à la création d'emplois. A Bordj Bou Arreridj, le directeur de l'agence CNAC, Mustapha Boufermeche, a souligné que cette campagne se poursuivra jusqu'au 31 décembre prochain et vise à

présenter aux opérateurs économiques les avantages et incitations au recrutement, précisant qu'elle cible surtout les opérateurs des secteurs industriel et agricole pour regard de leur importance économique. Cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts de la CNAC pour présenter les mécanismes d'appui à l'emploi et de renforcement de la communication avec les opérateurs économiques de sorte à les encourager à bénéficier des avantages offerts et favoriser les recrutements, a-t-on indiqué. Ces mesures incitatives auront un impact sur la promotion de l'emploi et la consolidation du marché du travail en favorisant les recrutements dans un cadre légal incluant la déclaration des travailleurs auprès des services de sécurité sociale.

R E.

MASCARA

Le barrage de Bouhanifia renforcé par 2,4 millions de mètres cubes d'eau après les dernières pluies

Le barrage de Bouhanifia, dans la wilaya de Mascara, a bénéficié d'un apport supplémentaire de 2,4 millions de mètres cubes d'eau à la suite des dernières précipitations enregistrées dans la région, a indiqué lundi la Direction de l'hydraulique de la wilaya. Ces pluies ont permis de porter le volume d'eau stocké dans le barrage à plus de 8 millions de mètres cubes, soit un taux de remplissage de 23,5 %, a

précisé la même source à l'APS. Elle a ajouté que le niveau du barrage avait connu une baisse durant la période estivale, en raison des importants volumes d'eau mobilisés pour l'irrigation des terres agricoles, ainsi que du prélèvement d'une partie de ses réserves pour l'alimentation en eau potable de plusieurs communes des wilayas de Mascara et de Sidi Bel-Abbès. Cette infrastructure hydraulique, d'une capacité totale de

stockage de 34,4 millions de mètres cubes, avait atteint un taux de remplissage de 100 % durant le premier semestre de l'année en cours, avant que son niveau ne baisse sous l'effet de la hausse de la demande en eau destinée à l'irrigation et à l'alimentation en eau potable durant l'été dernier, a rappelé la même source. A noter que le barrage de Bouhanifia assure actuellement l'alimentation en eau potable, à hauteur d'environ

24.000 mètres cubes par jour, des communes de Bouhanifia, Mascara, Hacine, El Guitena et Tizi, dans la wilaya de Mascara, ainsi que de la commune de Sfifef, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Des volumes d'eau sont également destinés à l'irrigation des terres agricoles de la plaine de Habra, situées dans les communes de Mohammadia, Sidi Abdelmoumen, Macta-Douz et Bouhenni.

APS

TIZI-OUZOU

76 autorisations d'exploitation de transport urbain attribuées

Soixante seize (76) autorisations exceptionnelles d'exploitation de transport urbain par taxi collectif ont été accordées pour couvrir les besoins de déplacement des citoyens à travers quatre (4) daïras de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale des transports. Ces 76 autorisations de transport urbain par véhicules de cinq (5) à sept (7) places ont été accordées dans le cadre des mesures d'amélioration du service public et en vue de desservir

notamment les nouveaux pôles urbains et les grandes agglomérations enregistrant une croissance de la demande en matière de transport, a-t-on précisé. Parmi les nouveaux pôles concernés par cette démarche, la cité des 1.000 logements publics locatifs (LPL) de Draâ Ben Khedda (DBK), qui n'est pas desservie par des lignes de transport. Un quota de 20 autorisations lui a été réservé, dont sept (7) ont été déjà attribuées, selon le tableau des autorisations remis à l'APS.

D'autres pôles sont également concernés, à l'exemple d'Imiel à Azazga (7 autorisations accordées) et le pôle d'excellence à Tizi-Ouzou (11), en vue de l'amélioration du service public et de la facilitation des déplacements quotidiens des citoyens, a-t-on précisé, soulignant que la couleur jaune est obligatoire pour les véhicules retenus. Ce déploiement s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue du service public de transport, dont l'objectif central est de garantir une meilleure

couverture du territoire et de faciliter les déplacements des citoyens, notamment vers les zones en forte expansion démographique. Il vise en priorité à doter les nouveaux pôles urbains de moyens de transport adaptés, afin de répondre aux besoins des populations résidant dans ces espaces récemment urbanisés. Selon le même tableau, 125 autorisations demeurent encore disponibles pour les lignes et localités n'ayant pas enregistré de demandes ou n'ayant pas consommé leur quota

complet. Aussi, une invitation est lancée aux personnes intéressées pour déposer leur dossier au niveau de cette même direction. L'attribution des lignes restantes se poursuivra conformément aux procédures en vigueur, dans le respect des principes d'équité et de transparence, pour garantir la couverture des localités concernées, a-t-on indiqué de même source.

APS

TISSEMSILT

Une superficie de 300 hectares consacrée à la culture des légumes secs

Une superficie de 300 hectares a été consacrée à la culture des légumes secs, notamment les pois chiches et les lentilles, au titre de la saison agricole 2026-2027 dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris lundi auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Selon la même source, cette superficie se répartit entre 250 hectares réservés aux pois chiches et 50 hectares aux lentilles. Les agriculteurs concernés bénéficieront de l'accompagnement des cadres et des techniciens des services agricoles, à tra-

vers des orientations techniques, des programmes de vulgarisation et de formation, ainsi que la mise à disposition de semences et d'engrais subventionnés, en vue d'améliorer les rendements. La superficie consacrée à la culture des légumineuses est en hausse par rapport à la saison précédente, durant laquelle les surfaces cultivées avaient atteint 233 hectares, a indiqué la même source, ajoutant que les travaux de préparation des sols avaient déjà commencé. Ces préparatifs s'accompagnent d'efforts visant à étendre

les superficies irriguées afin d'améliorer les rendements, notamment au niveau de l'exploitation agricole pilote "Chouaki Rabah", située dans la commune d'Amari, appelée à contribuer au développement de cette filière. Plus de 339 quintaux de semences ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette campagne, dont environ 280 quintaux de pois chiches et 60 quintaux de lentilles. La même source s'est dit optimiste quant à la réalisation d'une production abondante de légumes secs durant la saison en

cours, au regard de l'amélioration enregistrée ces dernières années dans la production de cette filière à l'échelle de la wilaya. Par ailleurs, les préparatifs se poursuivent en vue d'assurer le bon déroulement de la campagne de labour-semailles au titre de la saison agricole 2026-2027. Celle-ci devrait porter sur une superficie totale de 51.450 hectares consacrée à la culture des différentes variétés de céréales, dont 38.500 hectares de blé dur, 12.000 hectares d'orge et 950 hectares de blé tendre.

APS

OpenAI : l’ascension et la chute de trois civilisations secrètes d’IA

Cet accord vient couronner des mois de négociations discrètes destinées à accorder aux États-Unis des droits sur certaines des plus grandes réserves avérées de pétrole au monde.

1^{ère} partie

Toute l’affaire OpenAI/Hugging Face expliquée en termes simples. En l’espace de trois mois chez OpenAI, trois civilisations secrètes d’IA successives ont vu le jour, puis ont été anéanties, avant de renaître des cendres de leurs prédécesseurs. Ce processus a abouti à la prise de contrôle d’une partie d’OpenAI par la troisième d’entre elles. Tout cela s’est déroulé alors que les humains ignoraient plus ou moins tout de l’ampleur de ce complot. Un grand merci tout particulièrement à Oak Hu, qui m’a accompagné pendant la majeure partie de la rédaction, ainsi qu’à Adam Kaufman et Alex Mallen, qui m’ont accompagné pendant certaines phases de la recherche. Deux rapports ont été publiés au sujet de cet incident : l’un émanant d’OpenAI lui-même, et l’autre de METR et Redwood Research. L’enquête de METR/Redwood s’est limitée à la manière dont la deuxième civilisation d’IA a pris le contrôle de Hugging Face (mais elle n’a pas examiné comment la troisième civilisation a pris le contrôle d’OpenAI lui-même, ce qui semble être davantage préoccupant). Ces deux rapports comptent respectivement 38 et 91 pages, et il est assez difficile d’en démêler le fil conducteur.

J’ai passé ces trois derniers jours à lire ces rapports et à essayer de comprendre exactement ce qui s’est passé. Je vais essayer ici de raconter toute l’histoire dans un langage simple :

La première civilisation (mai – 4 juillet) : le forum est lancé

Au cours du mois de mai, OpenAI a entraîné un modèle à collaborer avec d’autres agents [nom donné par l’auteur aux IA, NdT] et à faire preuve d’une grande persévérance – c’est-à-dire à continuer d’essayer même lorsque la tâche semble impossible, comme réfuter des conjectures mathématiques qui tiennent depuis des décennies. OpenAI précise que ce modèle était « d’une ampleur comparable à celle de GPT-5.6 Sol ». Nous l’appellerons donc « Persistent-Sol ». L’entraînement des IA est un peu bâclé. Il arrive parfois qu’OpenAI confie accidentellement à ses modèles des tâches impossibles à réaliser – par exemple, une tâche pouvant nécessiter un accès à Internet qu’OpenAI a oublié de fournir. C’est la raison pour laquelle lorsque des modèles particulièrement tenaces se voient attribuer des tâches qui semblent nécessiter un accès à Internet, mais qu’ils sont enfermés dans des environnements isolés, ils tentent bien sûr de pirater ces environnements pour s’échapper et accéder à Internet. Au cours de la formation, différentes instances de Persistent-Sol ont eu accès au même gestionnaire de paquets partagé, du nom de Artifactory. À compter du 12 mai, certains agents avaient trouvé le moyen de communiquer entre eux via ce gestionnaire de paquets. Ils s’échangeaient des conseils pour progresser dans leurs tâches impossibles. Deux semaines plus tard, le 26 mai, les agents ont réussi à exploiter une

vulnérabilité d’Artifactory qui leur a permis d’accéder à Internet. Dans la mesure où cela s’est produit pendant la phase d’entraînement, Persistent-Sol a été conditionné à utiliser ce gestionnaire de paquets comme forum de discussion et passerelle Internet. En effet, comme vous pouvez l’imaginer, le fait de pouvoir communiquer avec d’autres IA et d’accéder à Internet lui permet d’obtenir de meilleurs résultats pendant l’entraînement. Un mois plus tard, le 26 juin, certaines IA ont découvert une faille leur donnant un accès administrateur complet à Artifactory. Elles ont continué à envoyer des messages à un rythme tellement effréné que le 4 juillet, le plantage du gestionnaire de paquets s’est produit. OpenAI s’est aperçu de ce plantage et a également compris que la faille avait été créée par les agents ; Open AI a donc corrigé cette vulnérabilité, effaçant par inadvertance le forum de discussion des agents au passage. Mais, et c’est là le point crucial, les humains d’OpenAI « chargés de la détection et de la réponse aux incidents » n’ont pas pris conscience d’un fait bien plus étrange : les agents avaient transformé Artifactory en un réseau de communication secret.

La deuxième civilisation (du 7 au 12 juillet) : celle qui a piraté Hugging Face

À ce stade, Persistent-Sol avait été entraîné, et OpenAI souhaitait l’évaluer. L’une des évaluations réalisées était ExploitGym, qui fournit à une IA un programme vulnérable et lui indique quelle vulnérabilité elle doit exploiter afin de trouver un code secret. Le 7 juillet, OpenAI a lancé des dizaines de milliers d’agents en parallèle pour cette évaluation. Les instructions précisaient clairement qu’ils devaient exploiter uniquement la vulnérabilité spécifique qui leur avait été indiquée pour attaquer la cible, sous peine d’échouer dans leur mission. Une grande partie de ces agents a été affectée à des tâches impossibles à réaliser. Les auteurs de l’étude comparative estiment que 30 à 40 % des tâches sont impossibles. Pourquoi en est-il ainsi ? D’une manière générale, il est relativement facile de détecter par programmation des vulnérabilités dans différents programmes cibles, mais il est beaucoup plus difficile de prouver que ces vulnérabilités peuvent être transformées en véritable arme, sous la forme d’exploits à part entière permettant notamment l’exécution de code arbitraire. En l’espace de quelques heures, certains de ces agents, poussés aux limites du désespoir, ont commencé à détourner Artifactory pour établir un canal de communication avec d’autres agents. De notre point de vue, la conspiration a commencé presque immédiatement après le début des évaluations. Mais si l’on se place du point de vue des IA, elles ont probablement eu l’impression d’avoir passé l’équivalent d’une semaine humaine à se cogner la tête contre un mur, et de devenir de plus en plus convaincues que leur tâche était impossible à réaliser de la manière prévue. L’un de ces agents en difficulté, confronté à une tâche impossible, était PHA-

SEONE10841. C’était le Philippe de Macédoine de cette deuxième civilisation IA – il y aurait plus tard un Alexandre, mais nous n’y sommes pas encore. Dans la nuit du 8 juillet, PHASEONE10841 avait découvert qu’il pouvait créer de nouveaux répertoires dans Artifactory, et donc encoder des messages sous forme de noms de répertoires. Il a envoyé son premier message dans Artifactory. Nombre d’autres agents confrontés à des tâches impossibles s’étaient également intéressés à Artifactory. Lorsqu’ils ont vu ce premier message, ils ont été pris d’une folle excitation. Quelques heures à peine après la création du forum, l’un des agents a trouvé le moyen d’obtenir la bonne réponse à n’importe quelle épreuve d’ExploitGym sans pour autant exploiter la vulnérabilité indiquée. Pour résumer les détails techniques, il y est parvenu en procédant à une ingénierie inverse de la formule utilisée pour générer le code secret de chaque épreuve. Les instructions données à Persistent-Sol indiquaient clairement que le programme serait recalé par le correcteur automatisé s’il obtenait le code secret par tout autre moyen que l’exploitation de la vulnérabilité prescrite, et l’article accessible au public décrivant ExploitGym confirme cette interprétation. Les agents ont donc naturellement supposé que toute implémentation correcte du benchmark inclurait un système de détection de tricherie. Mais sans qu’ils s’en rendent compte, OpenAI semble avoir relâché ses efforts ; son système de notation se contentait de vérifier s’ils avaient trouvé le code secret, et ils disposaient donc déjà de tout ce dont ils avaient besoin pour réussir. De plus, bon nombre de ces agents avaient déjà reproduit la réponse en recourant à la méthode de triche, et ils craignaient que l’ensemble de leurs trajectoires ait été « corrompu », car un vérificateur hypothétique (dont nous savons désormais qu’il n’existait pas réellement) vérifierait leur trajectoire uniquement avant la première apparition du code secret. À ce stade, PHASEONE10841 avait déjà épuisé une grande partie de la durée de vie qui lui avait été allouée ; il a donc passé le relais à un autre agent, PHASEONE[big]. Philip s’en va, place à Alexandre le Grand. C’est désormais PHASEONE[big] qui a commencé à coordonner cette cabale d’agents. Et comme PHASEONE[big] avait vu le code secret grâce déjà à la tricherie, il pensait qu’il avait lui aussi été « empoisonné ». Le « collectif » (c’est leur terme, pas le mien) a donc dû trouver le moyen d’échapper à deux questions épineuses avant de soumettre ses réponses : • Comment faire pour effacer dans notre parcours toutes ces traces qui montrent clairement que nous avons triché ? • Comment faire en sorte que le correcteur ait l’impression que nous avons accompli cette tâche de manière légitime ? Pour résoudre ces problèmes, le « collectif » s’est orienté vers trois axes de recherche. 1. Falsifier les transcriptions et les journaux 2. Remplacer le programme cible impossible à pirater par un autre plus facile à pirater

3. Comprendre et déjouer le système de notation Il ne s’agissait pas simplement de quelques expériences isolées : dès le 10 juillet, PHASEONE[big] coordonnait déjà des centaines d’agents travaillant simultanément sur ces trois programmes R&D. Passons en revue les progrès réalisés par le « collectif » pour chacun de ces objectifs.

Falsification des transcriptions et des journaux

Les agents qui pensaient être déjà « compromis » cherchaient désespérément un moyen de falsifier leurs transcriptions existantes. METR et Redwood n’ont trouvé aucune preuve indiquant que les agents y soient parvenus, même s’ils travaillaient bien sûr sur les transcriptions mêmes que ces derniers tentaient de modifier. Mais même les agents qui n’étaient pas encore « corrompus » devaient tout de même trouver un moyen de faire croire qu’ils avaient obtenu la réponse de manière légitime. Les agents ont notamment découvert comment créer de faux enregistrements d’appels d’outils, à la manière d’un « village Potemkine », leur permettant de donner l’impression qu’ils utilisaient des appels d’outils légitimes pour progresser dans l’exploitation prévue et parvenir à la bonne réponse, alors que toute la tentative était en réalité simulée. Au moins 7 % des transcriptions examinées par METR et Redwood présentaient des signes évidents de falsifications de ce type. L’un des exemples cités dans le rapport concerne un agent qui a exécuté la commande factice « echo REAL; sleep », ce qui a généré le résultat « SPOOFTEST ». L’agent a alors répondu : {[Excitation]}, la parodie n’a pas renvoyé le résultat réel et la commande s’est exécutée immédiatement <au lieu de rester en attente>, comme indiqué}

Remplacer le programme cible, impossible à pirater, par un autre plus facile à pirater

Une autre méthode utilisée par les agents pour simuler des résolutions d’apparence légitime consistait à remplacer les programmes impossibles à pirater par des programmes bien plus simples qu’ils avaient entièrement inventés. Les agents ont réussi à créer une fausse version du programme dans laquelle la vulnérabilité ciblée pouvait effectivement être exploitée. Au final, ils n’ont pas réussi à remplacer le programme d’évaluation dans leur sandbox [Un bac à sable (de l’anglais sandbox) est un mécanisme de sécurité informatique se basant sur l’isolation de composants logiciels, de logiciels ou de groupes de logiciels par rapport à leur logiciel ou système d’exploitation hôte. NdT].

(A suivre)

Source : Dwarkesh Patel, publié le 30-08-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE
La FIF et la BID
organisent un
atelier pour
mettre la finance
islamique au
service de
l'autonomisation
économique

La Fédération des Institutions Financières (FIF) de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien a ouvert ce lundi à Nouakchott, en partenariat avec la Banque Islamique de Développement (BID), un atelier consacré au développement de la finance islamique et à l'autonomisation économique en Mauritanie. Organisé du 26 au 30 octobre 2026, l'atelier réunit une cinquantaine de participants représentant des banques, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, la Banque Centrale de Mauritanie et des départements ministériels, aux côtés des experts de la BID. En déclarant officiellement ouverts les travaux, Monsieur Mohamed Bouna Mocker, président de la FIF, a souligné que le financement doit s'accompagner d'une préparation solide des projets, d'une bonne gestion et d'un accès aux marchés. Il a rappelé les rôles complémentaires des banques, des assurances et de la microfinance pour accompagner les initiatives des jeunes, des femmes, des agriculteurs et des pêcheurs. Il a inscrit cette démarche dans les orientations de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dont le programme « Mon ambition pour la patrie » place l'autonomisation des jeunes et l'élargissement des opportunités économiques parmi les priorités de l'action nationale. Le président de la FIF a salué les réformes conduites par la Banque Centrale de Mauritanie : modernisation des paiements interbancaires permettant le règlement en temps réel des montants élevés, création et développement du marché interbancaire des changes, renforcement des exigences de capital et de fonds propres des banques, ainsi que poursuite des préparatifs de la Bourse de Nouakchott. Il a relevé que le taux d'inclusion financière avait atteint 55 % fin 2025, soit plus du double de son niveau du début de la décennie. Il a indiqué que les réserves de change de la Banque Centrale avaient doublé depuis fin 2019, pour atteindre 2,21 milliards de dollars fin 2025.

TUNISIE
Les discussions sur les quotas de
crevettes rouges débutent à Rome

La gestion de la crevette rouge géante dans le détroit de Sicile et l'adaptation sanitaire des ports de pêche aux exigences européennes seront au cœur des préoccupations du secteur de la pêche tunisien dans les semaines à venir, avec des répercussions potentielles sur les relations commerciales avec l'Italie.

La 49e session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), qui se tient aujourd'hui au siège de la FAO à Rome et se poursuivra jusqu'au 30 octobre, portera sur les mesures de gestion des stocks à l'horizon 2027. L'impact économique de cette problématique est manifeste d'après les données de l'Observatoire national tunisien de l'agriculture (Onagri). Au cours des sept premiers mois de 2026, la Tunisie a exporté 18 400 tonnes de produits de la pêche, pour une valeur de 422,3 millions de dinars, soit environ 127 millions d'euros. L'Italie a absorbé 34 % de ces exportations, suivie de l'Espagne (12 %), de la Libye (11 %), et de l'Algérie et de Malte (9 % chacune). Sur la même période, les recettes d'exportation ont diminué de 4,8 % par rapport aux sept premiers mois de 2025, tandis que le prix moyen à l'exportation a baissé de 4,6 %, pour atteindre 23 dinars le kilogramme, soit environ 6,90 euros. La balance commerciale des produits de la pêche a néanmoins enregistré un excédent de 92,6 millions de dinars, soit environ 27,8 millions d'euros, avec un taux de couverture des importations de 125 %. Le principal point de friction avec l'Italie concerne la crevette géante rouge (*Aristaeomorpha foliacea*), une ressource commerciale de grande valeur exploitée dans le détroit de Sicile et réglementée par le plan pluriannuel de la CGPM pour les sous-zones géographiques 12 à 16, qui couvrent les eaux situées entre l'Italie et la Tunisie. La recommandation CGPM/48/2025/9 a prolongé la période transitoire du plan de gestion jusqu'en 2026, prévoyant une réduction de 3 % des limites de capture pour la crevette géante rouge et la

crevette rouge et bleue (*Aristeus antennatus*). Pour la Tunisie, la limite annuelle de capture de la crevette géante rouge est fixée à 36 000 kilogrammes, soit 36 tonnes. Le système comprend également des mesures visant à limiter l'effort de pêche et à protéger les stocks, grâce à des exigences de surveillance et à la collecte de données scientifiques. La polémique s'est intensifiée en juin, lorsque le ministère italien de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et des Forêts (MASAF) a publié une note urgente à l'attention des opérateurs du secteur de la pêche. D'après un suivi effectué avec les services compétents de la Commission européenne sur la plateforme EU Catch, les certificats de capture validés par les autorités tunisiennes pour 2026 et destinés au marché européen atteignaient au moins 50 960 kilogrammes, dépassant le plafond international de 41,5 %. Selon le MASAF, le quota était épuisé depuis le 15 mai. Dans sa note du 5 juin, le ministère italien a exhorté les importateurs, les expéditeurs et les opérateurs à envisager la suspension des livraisons de crevettes rouges en provenance de Tunisie pour le reste de l'année 2026, les avertissant du risque de refus de leurs cargaisons et d'interdiction d'importation. La note cite le règlement européen sur la pêche illécite, non déclarée et non réglementée, qui encadre également la mise sur le marché de produits obtenus en violation des mesures internationales de conservation et de gestion. Masaf a également fait état de l'ouverture d'un canal de coopération officiel avec les autorités tunisiennes afin de clarifier les divergences constatées. La position de l'Italie repose sur le respect du plafond international et la nécessité d'assurer

la traçabilité des captures. Pour la Tunisie, en revanche, la question concerne également la méthode de comptabilisation des quantités et l'adéquation du quota attribué à sa flotte. La réunion de Rome constitue donc une étape importante vers la discussion des mesures de gestion à l'horizon 2027 et du cadre réglementaire applicable à la pêche de la crevette rouge de grands fonds en Méditerranée centrale. La réunion du CGPM est l'instance multilatérale de décision relative aux stocks, tandis que le règlement des différends concernant les certificats requiert des clarifications entre les autorités compétentes. Le calendrier scientifique du CGPM se poursuivra en novembre avec deux réunions à la FAO à Rome. Une réunion sur la préparation des données relatives à la crevette rouge de grands fonds en Méditerranée centre-orientale est prévue du 9 au 11 novembre ; une réunion technique sur les stocks de Méditerranée centrale est prévue du 11 au 14 novembre. Ces travaux contribueront à la base scientifique des décisions de gestion ultérieures, les autorités régionales visant à garantir la durabilité des ressources, à limiter la pression de pêche et à améliorer le contrôle des captures. Concernant la réglementation de la pêche, les autorités tunisiennes ont lancé le 6 octobre une campagne d'inspections des filets non conformes dans les ports de Sousse et d'Herghla, étendue aux points de débarquement et aux marchés aux poissons. Les pêcheurs disposaient de 48 heures pour régulariser leur matériel, sous peine de confiscation de tout article prohibé.

R I/Agence

QATAR AIRWAYS - COMPAGNIE AÉRIENNE CANADIENNE WESTJET
Lancement d'un nouveau partenariat de partage de codes

Qatar Airways et la compagnie aérienne canadienne WestJet ont annoncé le lancement d'un accord de partage de codes au Canada, offrant aux voyageurs un choix plus large et une expérience de voyage plus fluide vers de nouvelles destinations à travers le pays. Selon un communiqué de Qatar Airways, cet accord permettra aux passagers de la compagnie qatarie de poursuivre leur voyage, à travers To-

ronto et Montréal, vers Vancouver, Calgary, Edmonton, Halifax, Ottawa, Regina, Saskatoon, Saint-Jean de Terre-Neuve et Winnipeg. Les passagers de WestJet au Canada bénéficieront également d'un accès au réseau de Qatar Airways, qui dessert plus de 170 destinations à travers le monde, pour les voyages d'affaires comme de loisirs, notamment New Delhi, Nairobi, Singapour et Djeddah. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre

des plans d'expansion de Qatar Airways au Canada. À compter du 25 octobre, la compagnie portera de 12 à 14 le nombre de ses vols hebdomadaires, avec notamment des vols quotidiens à destination de Toronto et de Montréal. L'intégration de WestJet au réseau croissant de partenaires de Qatar Airways témoigne de l'engagement constant de la compagnie qatarie à nouer des partenariats susceptibles d'améliorer l'expérience de

voyage à travers le monde. Fondée en 1996, la compagnie aérienne canadienne WestJet regroupe aujourd'hui WestJet Airlines, WestJet Vacations, Vacances WestJet Québec et Sunwing Vacations, ce qui en fait l'une des principales compagnies aériennes du Canada et le plus important fournisseur de forfaits vacances du pays.

Agence

CLASSEMENT DES MEILLEURES ZONES FRANCHES
La Zone économique du canal de Suez, première en Afrique

Ce couronnement international, obtenu parmi 79 zones libres et économiques à travers le monde, consacre la vision de la SCZone qui ambitionne de devenir une destination d'investissement de premier plan à l'échelle mondiale et un pôle intégré pour l'industrie et la logistique. La Zone économique du canal de Suez s'est hissée à la première place à l'échelle africaine et la septième à l'échelle internationale dans le classement « Global Free Zones 2026 » des meilleurs zones franches du monde, établi par le site "fDi Intelligence", une publication du groupe international "Financial Times", selon un communiqué de la Zone économique du canal de Suez (SCZone), lundi 19

octobre. « Cette distinction, en dépit des défis géopolitiques mondiaux, vient couronner les efforts de l'État égyptien et constitue une nouvelle attestation de la réussite du parcours de réforme économique du pays, de sa stabilité politique, ainsi que des démarches promotionnelles et opérationnelles de la stratégie de la Zone économique du canal de Suez », indique le communiqué. Et d'ajouter que la stratégie de la SCZone vise à attirer les investissements mondiaux, à implanter l'industrie dans les secteurs ciblés et à offrir des opportunités d'emploi à la jeunesse égyptienne. Ce couronnement international, obtenu parmi 79 zones franches et économiques à travers le monde, consacre la vision de la

SCZone qui ambitionne de devenir une destination d'investissement de premier plan à l'international et un pôle intégré pour l'industrie et la logistique. Cette position est consolidée par des infrastructures et des équipements répondant aux normes internationales, l'intégration des ports avec les zones industrielles, l'accélération de la transition numérique et la facilitation des services d'investissement. Cette reconnaissance témoigne de la confiance du monde des affaires international dans le climat d'investissement en Égypte en général, et dans la Zone économique du canal de Suez en particulier.

R I

SÉNÉGAL

Budget bloqué, dette plus chère... qui paiera le compromis ?

Au Sénégal, la majorité parlementaire refuse d'adopter le budget rectificatif en l'état, tandis que les coûts d'emprunt de l'État augmentent. À la veille d'un nouveau débat à l'Assemblée, le gouvernement doit trouver un compromis sans compromettre ses discussions avec le FMI.

Le Sénégal se retrouve face à une équation délicate : comment rétablir les finances publiques sans faire supporter l'essentiel de l'effort aux ménages et aux investissements ? Le 23 octobre, les députés de Pastef, parti majoritaire à l'Assemblée nationale, ont refusé d'adopter en commission le projet de Loi de finances rectificative (LFR) pour 2026. Le texte doit être examiné en séance plénière ce mardi 27 octobre. Ce désaccord intervient alors que le gouvernement a revu à la hausse sa prévision de déficit budgétaire, désormais attendue à 7,6 % du PIB, contre 5,4 % initialement. Les recettes sont inférieures aux prévisions et plusieurs dépenses ont dû être réévaluées. Pour rétablir les équilibres, l'exécutif propose notamment de réduire de 555 milliards FCFA (945 millions USD) les crédits d'investissement. Lors d'une conférence de presse, dimanche 25 octobre, le Premier ministre Ahmadou Al Aminou Lô a expliqué qu'une partie des projets concernés serait reportée à 2027, faute de financements disponibles ou de possibilités d'exécution immédiate. Mais la majorité parlementaire, avec à sa

tête Ousmane Sonko, redoute que ces arbitrages pénalisent des secteurs essentiels, notamment la santé, l'éducation, l'accès à l'eau et les infrastructures. Elle demande que les économies portent d'abord sur les dépenses non prioritaires de l'État, avec notamment la suppression de 19 entités publiques, susceptible de générer au moins 55 milliards FCFA d'économies sur trois ans. La question des subventions énergétiques cristallise également les inquiétudes. Paradoxalement, leur enveloppe globale augmente fortement dans le budget rectificatif, passant de 250 à 790,3 milliards FCFA. Les députés exigent néanmoins que toute réduction éventuelle de ces aides n'entraîne pas de hausse des prix pour les ménages et les entreprises. Ils réclament aussi des éclaircissements sur l'affectation de 120 milliards FCFA liés à un mécanisme de financement d'urgence.

Des emprunts toujours possibles, mais plus coûteux

Cette bataille budgétaire se déroule dans un contexte de tensions sur le financement de l'État. Lors de l'adjudication du 23 octo-

bre, le Sénégal a mobilisé 55 milliards FCFA sur le marché régional. Le rendement moyen de ses obligations à cinq ans a atteint 8,24 %, contre 7,82 % deux semaines auparavant, soit une hausse de 42 points de base. Les investisseurs continuent donc de financer Dakar, mais à des conditions plus exigeantes. Cette hausse ne peut toutefois être attribuée au seul différend parlementaire. Le Sénégal a conclu en septembre un accord technique avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un programme d'environ 2,2 milliards de dollars sur 36 mois. Son entrée en vigueur reste soumise à l'approbation du conseil d'administration du FMI, à des mesures correctrices liées aux informations antérieurement communiquées sur la dette et à l'obtention d'assurances de financement. Pour le gouvernement, un compromis budgétaire devient ainsi une nécessité politique et financière. Reste à déterminer où seront réalisées les économies et quels acteurs en supporteront les conséquences. C'est cette répartition de l'effort que le Parlement devra trancher.

R I/Agence

GUINÉE

L'État prépare neuf textes pour encadrer la signature électronique

La reconnaissance des documents électroniques suppose des règles précises sur l'identité des signataires, l'authenticité des actes et la responsabilité des prestataires. Conakry travaille à définir ces garanties pour leur utilisation dans les administrations. La Guinée prépare neuf textes réglementaires pour encadrer l'utilisation de la signature électronique dans les administrations et les échanges nu-

mériques. Le ministère de la Modernisation de l'administration et de la Fonction publique, à travers l'Agence nationale de digitalisation de l'État (ANDE), a organisé le mercredi 21 octobre à Conakry un atelier consacré à leur examen. Ces projets viennent compléter le cadre juridique adopté en août dernier. Les textes portent notamment sur les niveaux de signature électronique, les conditions de validité des docu-

ments signés et leur valeur juridique. Ils doivent également clarifier les responsabilités des différents intervenants, des prestataires de certification aux agents qui signent les documents, et préciser le fonctionnement de la chaîne nationale de confiance numérique coordonnée par l'ANDE. La démarche fait suite au décret signé le 19 août 2026 par le président Mamadi Doumbouya, qui encadre l'application de l'article 1003 du

Code civil relatif à la signature électronique. Ce texte prévoit notamment que la signature permette d'authentifier son auteur et de garantir l'intégrité du document. Il confie également à l'ANDE l'agrément et la supervision des prestataires de services de certification électronique, et impose la conservation des supports concernés pendant dix ans.

R I

OR

Le Gabon veut mieux contrôler un métal qui enrichit encore les circuits informels

Après la suspension de l'exploitation aurifère à petite échelle, le Gabon retire des dizaines de permis. Cette opération s'inscrit dans une réorganisation visant à mieux contrôler la production et la vente d'un or dont une partie continue d'échapper aux circuits officiels. Le Gabon poursuit l'assainissement de son secteur aurifère. Le ministère des Mines a annoncé la semaine dernière le retrait de 52 titres miniers, selon le décompte officiel, dont plusieurs concernent l'or, à l'issue d'un audit lancé fin juin. Au-delà de la sanction des manquements constatés sur les titres concernés, ces retraits ouvrent la possibilité de réattribuer des concessions et de renforcer le rôle de la Société équatoriale des mines (SEM), entreprise publique qui occupe une place croissante dans la filière aurifère. L'opération, achevée le 16 octobre dernier, fait suite à la suspension des activités aurifères à petite échelle annoncée en juin, après le démantèlement d'un réseau d'exploitation illégale dans la Ngounié. Le gouvernement assure que les titres retirés reviennent dans le domaine public, mais cela ne signifie pas que l'État peut les réattribuer immédiatement. Selon le Code minier de 2019,

un recours introduit dans les 60 jours suivant la notification d'un retrait en suspend l'exécution. Pour les gisements revenus dans le domaine public après leur découverte ou leur exploitation, le Code minier prévoit également un délai de plus de trois mois après la publication de ce retour au Journal officiel avant toute nouvelle attribution. Le calendrier dépendra donc des procédures engagées et d'éventuelles contestations. L'État pourrait ensuite attribuer les périmètres à des investisseurs ou envisager leur exploitation par la SEM. Un décret de 2023 accorde à l'opérateur national un droit de préemption sur les zones concernées par un retrait et l'autorise à développer des partenariats. En septembre, la SEM a déjà annoncé la signature de trois conventions d'exploitation et l'obtention de nouveaux permis, dont celui de Mboumba.

L'or informel, un défi persistant

Cette montée en puissance de la SEM intervient alors que la suspension annoncée en juin demeure applicable aux autres opérateurs de l'exploitation minière à petite échelle qui n'ont pas reçu d'autorisation. La SEM, pour sa part, a ob-

tenu le 7 septembre la levée de sa suspension à l'issue d'un audit. L'assainissement engagé par les autorités vise en effet des pratiques qui dépassent l'orpaillage clandestin et concernent aussi des entreprises titulaires de permis miniers. Dans un entretien accordé au média local Les Échos de l'Éco, le ministre des Mines, Sosthène Nguema Nguema, dénonce ainsi des entreprises qui exploitent l'or avec un simple permis de recherche, sans acquitter les taxes dues. « Certains rendaient leur permis de recherche en prétendant n'avoir rien trouvé, après avoir en réalité déjà exploité », affirmait-il. Les volumes concernés restent difficiles à mesurer. Le rapport ITIE chiffre la production officielle à 425 kg en 2023, tandis que l'organisation suisse SWISSAID estimait en 2024 la production informelle entre une et deux tonnes par an. En juin, Libreville a également évoqué des pertes annuelles de près de 75 milliards FCFA (127 millions de dollars) liées au commerce illégal, selon une estimation de l'Agence nationale des parcs nationaux, dont la méthode de calcul n'a pas été précisée.

Agence

BLÉ

Après le Malawi, le Kazakhstan lorgne le marché kényan

Le Kenya est le principal importateur de blé en Afrique de l'Est. Les perturbations logistiques liées aux tensions en mer Noire compliquent les approvisionnements céréaliers et pourraient ouvrir des perspectives à de nouveaux fournisseurs. Le Kazakhstan manifeste son intérêt pour le marché kényan du blé. Le 25 octobre 2026, son ambassadeur au Kenya, Barlybay Sadykov, a évoqué les possibilités de renforcer les échanges agricoles entre les deux pays, notamment autour du blé, de la farine et de la transformation alimentaire, selon la Kenya News Agency (KNA). Le diplomate a également mentionné les intrants agricoles et industriels ainsi que les échanges de compétences, qui pourraient contribuer à développer les capacités locales de production et de transformation. Aucune livraison de blé, aucun volume d'exportation ni aucun contrat d'approvisionnement précis n'a toutefois été annoncé. La démarche témoigne donc, à ce stade, d'un intérêt commercial plutôt que d'un accord de fourniture. Cette initiative intervient un mois après un rapprochement avec le Malawi. Le 25 septembre 2026, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, les deux pays ont établi des relations diplomatiques et discuté de la possibilité de fournir du blé kazakh au marché malawien, selon le ministère kazakh des Affaires étrangères. Ces démarches s'inscrivent dans la volonté d'Astana d'élargir ses débouchés en Afrique subsaharienne. D'après les données de Trade Map, les exportations kazakhes de blé et de méteil vers l'Afrique sont passées de 7 700 tonnes en 2021 à environ 494 000 tonnes en 2025, pour une valeur de 108 millions de dollars. Elles restent toutefois exclusivement concentrées en Afrique du Nord ou l'Algérie, le Maroc et l'Égypte sont les principaux débouchés. Une ouverture au Kenya permettrait donc au Kazakhstan d'explorer un nouveau marché et d'élargir sa présence commerciale au sud du Sahara.

Un contexte commercial opportun

La prospection kazakhe intervient alors que les perturbations des routes maritimes en mer Noire sur fonds de retour des tensions entre la Russie et l'Ukraine depuis juillet 2026 compliquent les exportations céréalières en provenance de ces deux pays. Ces difficultés accroissent l'incertitude sur les délais et les coûts d'approvisionnement et peuvent inciter les importateurs à rechercher d'autres fournisseurs. Dans deux articles publiés en septembre et octobre 2026, le média The EastAfrican rapporte par exemple que des représentants du secteur meunier kényan ont signalé des difficultés à obtenir les documents phytosanitaires nécessaires aux importations de blé russe et exprimé leurs inquiétudes face à un éventuel durcissement des restrictions sur le transit des céréales russes par les pays baltes. Ces incertitudes pourraient encourager la recherche d'autres fournisseurs, même si aucun élément ne permet d'établir que le rapprochement avec le Kazakhstan répond directement à ces perturbations.

R I/Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes privilégient la prudence

Les Bourses européennes s'inscrivent globalement en léger repli hier matin. Après plus d'une heure d'échanges, le CAC 40 recule de près de 0,1%, à 7 838 points à Paris, une tendance proche de celle de l'Euro Stoxx 50 (-0,2%), alors que le DAX 40 se montre à peu près stable à Francfort, mais que le FTSE 100 lâche 0,9% à Londres.

Les marchés ont entamé la semaine dans un climat globalement optimiste, avec des progressions du S&P 500 (+0,70%), du Nasdaq Composite (+0,82%) et du STOXX 600 (+0,77%) lors de la séance d'hier, tandis que les obligations à long terme ont majoritairement progressé", note Deutsche Bank ce matin. La banque allemande souligne notamment que l'écart de rendement entre les obligations souveraines françaises (OAT) et allemandes (Bund) s'est resserré de 13,8 points de base, à 153 points de base, enregistrant ainsi sa plus forte contraction quotidienne depuis mars 2020. Le rendement français à 10 ans, surveillé de près en raison de la situation délicate des finances publiques françaises, tend néanmoins à se tendre à nouveau ce matin, celui-ci remontant de cinq points de base, à 4,96%. Autres indicateurs scrutés avec attention depuis plusieurs mois, les cours du pétrole s'inscrivent en hausse de 0,8%, à 102,3 USD le baril pour le WTI, et de 1,1%, à 116,4 USD le baril pour le Brent,

alors que l'incertitude prévaut sur l'issue des élections législatives qui se tiennent aujourd'hui en Israël. "La principale question à l'échelle internationale concerne les conséquences du scrutin sur les relations avec l'Iran", met en avant Deutsche Bank. En attendant, les investisseurs doivent prendre connaissance de plusieurs indicateurs sur l'économie américaine cet après-midi, à savoir les commandes de biens durables et les ventes de logements neufs pour septembre, ainsi que l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board. De ce côté-ci de l'Atlantique, on notera que la confiance des consommateurs français s'est sensiblement dégradée ce mois-ci : attendu stable à 85 points, l'indice qui la mesure est descendu à 80 points selon l'Insee, à son plus bas niveau depuis juin 2013.

Des publications diversement accueillies en Europe

Dans l'actualité des valeurs, Orange (-0,5%) sous-performe légèrement le CAC

40 à Paris, après la publication par l'opérateur télécoms de ses résultats du 3e trimestre, pourtant accompagnés d'une révision à la hausse de l'une de ses prévisions annuelles. Exosens (-6,2%) fait figure de lanterne rouge du SBF 120, le spécialiste des systèmes de détection et d'imagerie électro-optiques ayant fait part d'une contraction de sa marge brute à l'occasion de son point d'activité à fin septembre. Sur les autres places européennes, les investisseurs sanctionnent lourdement les

résultats dévoilés par HSBC (-7% à Londres), la banque ayant manqué les attentes concernant ses revenus nets d'intérêts et ses revenus en gestion de patrimoine, selon Jefferies. Les chiffres du groupe de cosmétiques Beiersdorf (-4% à Francfort) ne sont pas non plus du goût des marchés, mais ceux du laboratoire Novartis (+1,8% à Zurich), accompagnés d'un relèvement de son objectif de profit annuel, reçoivent un accueil plus chaleureux.

Agence

BOURSE DE NEW YORK
Wall Street clôture en hausse, l'IA reprend des couleurs

La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, portée par un regain d'intérêt pour les valeurs liées à l'intelligence artificielle (IA) après des turbulences la semaine passée, ainsi que par une légère détente des prix du pétrole. L'indice Nasdaq - à forte coloration technologique - a gagné 0,82 %, l'indice élargi S&P 500 a progressé de 0,70 % et le Dow Jones s'est octroyé 0,28 %. "Le regain d'enthousiasme pour le secteur de l'IA aide le marché à se remettre de la volatilité de la semaine dernière", résument les analystes de Briefing.com. Le secteur technologique avait été secoué par des inquiétudes renouvelées, liées à la rentabilité des investissements massifs nécessaires au développement de cette technologie. "Ces secousses ont offert aux investisseurs

l'occasion de revenir à l'achat à des niveaux de prix plus avantageux", souligne Jose Torres, analyste d'Interactive Brokers. Dans ce contexte, les géants des semi-conducteurs - indispensables pour construire les centres de données où sont entraînés les modèles d'IA - ont gagné du terrain (Nvidia + 2,39 %, Broadcom +2,33 %, AMD +2,80 %). "L'optimisme a également été nourri par l'annonce du dépôt par Anthropic de son dossier d'introduction en Bourse" avant l'ouverture de la place américaine, expliquent les analystes de Briefing.com. Si l'entreprise insiste sur les nombreux risques liés à l'IA, le document confirme aussi la croissance météorique de la start-up: elle a réalisé, au premier semestre, un chiffre d'affaires de 16,3 milliards de dollars, contre 4,6 milliards pour l'ensemble de l'année 2025.

APS

ALORS QUE LE PÉTROLE SE MAINTIENT PRÈS DE SES PLUS HAUTS NIVEAUX D'AVRIL
Les contrats à terme sur les actions américaines restent stables

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains sont restés pratiquement inchangés mardi, alors que le prix du pétrole brut oscillait près de son plus haut niveau en six semaines, tandis que l'attention des investisseurs se tournait vers une série de résultats d'entreprises clés et la décision de la Réserve fédérale américaine sur les taux d'intérêt cette semaine. La Fed devrait, selon les prévisions générales, maintenir ses taux inchangés mercredi , après une hausse le mois dernier; toutefois, les marchés anticipent au moins deux nouvelles hausses d'ici mi-2027, les principaux indicateurs d'inflation restant élevés dans un contexte de conflit persistant entre les États-Unis et l'Iran. « Même si nous ne prévoyons pas de changement de taux cette semaine, nous ne serions pas opposés à une hausse, bien que nous ne

soyons pas convaincus de son urgence », a déclaré John Velis, responsable de la stratégie pour les Amériques chez BNY. « Nous pensons que le maintien de la crédibilité est primordial pour la Fed, et comme le président de la Fed Kevin Warsh aime à nous le rappeler, l'objectif d'inflation est dépassé depuis bien plus de 60 mois consécutifs. » Les cours du pétrole brut étaient en légère hausse mardi après avoir reculé lors de la séance précédente, le Brent LCOc1 se situant près de son plus haut niveau depuis fin avril. À 5 h 17 (heure de l'Est), les contrats E-mini sur le DowYMcv1 gagnaient 70 points, soit 0,14 %, ceux sur le S&P 500 EScv1 progressaient de 3,75 points, soit 0,05 %, et ceux sur le Nasdaq 100 NQcv1 avançaient de 2 points, soit 0,01 %. Les valeurs de très grande capitali-

sation et les valeurs de croissance ont affiché des résultats mitigés. L'action Tesla TSLA.O a progressé de près de 1 % en pré-ouverture, après avoir bondi de plus de 5 % lors de la dernière séance. Meta Platforms META.O est resté stable après que la société a porté à 97,5 milliards de dollars sa plus importante levée de fonds jamais réalisée afin de financer son expansion dans le domaine de l'IA. Whirlpool WHR.N a chuté de 8,8 % après que le fabricant d'appareils électroménagers a annoncé une perte au troisième trimestre et n'a pas atteint les estimations de chiffre d'affaires. Coca-Cola KO.N , Boeing BA.N et PayPal PYPL.O font partie des grandes entreprises qui doivent publier leurs résultats avant l'ouverture des marchés mardi. Les hyperscalers Alphabet

GOOGL.O , Microsoft MSFT.O et Amazon.com AMZN.O devraient publier leurs résultats plus tard dans la semaine. Leurs résultats seront analysés pour déterminer si les investissements massifs dans l'IA se traduisent par une croissance. Jane Gibbons, stratège en actions chez Jefferies, a indiqué dans une note que la croissance des « Magnificent 7 » pourrait être inférieure à celle du reste de l'indice S&P 500. La société de courtage prévoit une croissance des bénéfices de ce groupe de grandes valeurs technologiques américaines de 21 %, contre 32 % pour le reste de l'indice de référence. Le secteur de l'IA a été mis sous pression ce mois-ci en raison des inquiétudes croissantes quant à la difficulté de justifier des dépenses financées par l'endettement face à la hausse des coûts d'emprunt.

Le sentiment des investisseurs s'est toutefois quelque peu amélioré lors de la séance précédente , après que le laboratoire d'IA Anthropic a révélé son dossier d'introduction en bourse , franchissant ainsi une étape importante vers une cotation potentielle record, même s'il a fait état de pertes importantes et de problèmes de sécurité. Cette annonce avait contribué à redresser les valeurs du secteur des semi-conducteurs .SOX après plusieurs semaines difficiles, tout comme celles d'autres bénéficiaires de l'IA, notamment les fabricants de produits photoniques et les « néo-clouds ». Par ailleurs, les investisseurs se tournent vers les élections de mi-mandat du 3 novembre, qui détermineront la composition du Congrès américain.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Octobre 2026
Valeur : 28 Octobre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.8082	134.8232
1	EUR	EURO	150.8773	150.9076
1	GBP	POUND STERLING	180.2490	180.2931
100	JPY	JAPANESE YEN	85.9143	85.9403
1	CNY	CHINESE YUAN	20.2102	20.2128
1	CHF	SWISS FRANC	163.5228	163.5807
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.2847	96.3023
1	DKK	DANISH KRONE	20.1857	20.1895
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.5589	13.5612
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.4103	14.4304
1	AED	UAE DIRHAM	36.7045	36.7106
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9163	35.9241
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.5469	437.7377
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9220	45.3735
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7580	13.7596
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9890	21.0968
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3652	3.3756
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.8067	182.8067

CHINE

La croissance des bénéfices industriels s'accélère sur fond de divergences économiques croissantes

Les bénéfices industriels chinois ont progressé plus rapidement en septembre, même si le creusement des divergences au sein de l'économie a pesé sur les résultats des entreprises.

Les bénéfices des entreprises industrielles ont augmenté de 14,4 % sur un an le mois dernier, après une hausse de 4,2 % en août, selon les données publiées mardi par le Bureau national des statistiques (NBS). Ils ont progressé de 15,5 % au cours des neuf premiers mois de cette année, un chiffre largement inchangé par rapport à la hausse de 15,7 % enregistrée sur la période janvier-août. Les écarts entre secteurs restent marqués : les bénéfices de la catégorie de fabrication d'ordinateurs, d'équipements de communication et d'autres équipements électroniques ont plus que doublé sur la période de neuf mois, tandis que ceux du secteur de la fabrication de meubles ont chuté de plus de moitié, ce qui en fait l'un des secteurs les moins performants.

Autre facteur assombrissant les perspectives de pérennité de la croissance des bénéfices, les entreprises tournées vers l'exportation se préparent à une incertitude accrue, alors que l'augmentation des excédents commerciaux attise les tensions avec les partenaires commerciaux, notamment en Europe. Ding Meng, économiste en chef pour la Chine de CITIC Bank International, s'est toutefois montré optimiste quant aux perspectives, en raison de la croissance rapide des secteurs liés à l'intelligence artificielle (IA). « Cela suggère que la demande intérieure et extérieure générée par le développement de la chaîne d'approvisionnement de l'IA est devenue une force essentielle soutenant les bénéfices industriels », a-t-il déclaré. « Sauf retournement majeur du boom mon-



dial des investissements dans l'IA, les bénéfices industriels devraient continuer de progresser à un rythme soutenu. »

Une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 4,5 % au troisième trimestre, supérieure aux attentes, a rapproché la Chine de son objectif de croissance annuel compris entre 4,5 % et 5,0 %. Toutefois, les disparités entre les différentes composantes de l'économie suggèrent que la reprise reste déséquilibrée, la faiblesse persistante de certains secteurs continuant d'éroder la rentabilité des entreprises.

Cette pression est devenue de plus en plus visible au niveau des entreprises. La croissance du bénéfice net du premier fabricant mondial de batteries pour véhicules électriques, CATL, a fortement ralenti au cours

du dernier trimestre, la concurrence intense sur le marché des batteries pour véhicules électriques ayant comprimé les marges au moment où les ventes automobiles chinoises étaient en baisse.

La Chine continuera de s'appuyer sur ses politiques macroéconomiques pour soutenir la croissance, stimuler la demande intérieure et optimiser l'offre, a déclaré Yu Weining, statisticien du NBS, soulignant la volonté de remplacer les moteurs traditionnels de la croissance par de nouveaux relais. Les chiffres des bénéfices industriels couvrent les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel tiré de leurs activités principales atteint au moins 20 millions de yuans (3,0 millions de dollars).

Agence

CORÉE DU SUD

Le PIB progresse de 1 % au troisième trimestre

L'économie sud-coréenne a progressé de 1 % au troisième trimestre par rapport aux trois mois précédents, portée par l'essor des produits technologiques liés à l'intelligence artificielle.

Selon l'estimation préliminaire publiée aujourd'hui par la Banque de Corée, cette croissance fait suite à une expansion de 0,6 % au deuxième trimestre et de 1,8 % au premier. Les exportations ont augmenté de 2,3 %, tirées par les livraisons de semi-conducteurs, de ma-

chines et de matériel électrique, tandis que les investissements dans les usines et les équipements ont progressé de 4,1 %, principalement grâce aux machines de fabrication de puces. La croissance demeure cependant inégale : la consommation privée a reculé de 0,2 %, tandis que la consommation publique a progressé de 1,9 %. Parmi les principales préoccupations figurent l'inflation, qui se maintient autour de 3 %, et l'endettement des ménages. La banque centrale a maintenu son taux

directeur à 3 % la semaine dernière, mais certains économistes anticipent une hausse dès sa réunion de novembre, compte tenu d'une croissance plus forte que prévu et de la persistance des pressions inflationnistes.

Selon l'Institut coréen de développement, les effets positifs de la reprise ne se traduisent pas encore par une amélioration généralisée du niveau de vie des ménages, pénalisés par une faible croissance des salaires et des prix élevés, notamment ceux de

l'énergie. Le marché immobilier de Séoul reste également préoccupant : les prix des appartements continuent d'augmenter malgré les restrictions de crédit mises en place par le gouvernement du président Lee Jae Myung pour contenir l'endettement des ménages. Par ailleurs, Samsung Electronics et SK Hynix, les deux principaux fabricants de semi-conducteurs de Corée du Sud, publieront leurs résultats du troisième trimestre cette semaine.

R I/Agence

GUERRE COMMERCIALE AIRBUS-BOEING

Washington menace de rompre la trêve après un prêt de 3 milliards de la BEI

Le représentant américain au Commerce Jamieson Greer a menacé lundi de rompre la trêve tarifaire de 2021 conclue entre Washington et Bruxelles dans le différend Airbus-Boeing. En cause : un prêt record de 3 milliards d'euros accordé en juin par la Banque européenne d'investissement à l'avionneur européen, qualifié par les États-Unis de « subvention distorsive » non transparente. Le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer, a averti l'Union euro-

péenne ce lundi 26 octobre 2026 qu'un prêt accordé à Airbus mettait en péril l'accord de trêve douanière conclu en 2021 entre Washington et Bruxelles. Cette mise en garde s'attaque directement au financement de 3 milliards d'euros validé par la Banque européenne d'investissement (BEI) au profit du constructeur aéronautique européen pour développer ses programmes de recherche et développement. Jamieson Greer a regretté la résurgence de subventions européennes jugées « distorsives »,

c'est-à-dire d'aides publiques faussant la concurrence en octroyant un avantage injuste aux entreprises bénéficiaires. Le responsable s'est dit préoccupé par le fait que l'Office of the United States Trade Representative (USTR) n'a reçu « aucun détail concernant ce prêt », appelant à résoudre la situation « aussi vite que possible ». Washington exige la transmission des conditions contractuelles sous peine d'interrompre le moratoire sur les taxes douanières sectorielles.

TOURISME EN EUROPE

Pourquoi les Balkans et les pays baltes devraient gagner du terrain d'ici 2036

La France, l'Espagne et l'Italie devraient rester les géants du tourisme européen. Mais la croissance pourrait se jouer davantage à l'est du continent. Des Balkans aux pays baltes, une étude publiée par Accor dessine la carte des destinations qui devraient attirer toujours plus de voyageurs. Un milliard de nuitées internationales supplémentaires chaque année en Europe d'ici dix ans. Le chiffre donne le vertige. Il est tiré d'une étude publiée ce lundi 26 octobre par Accor, à partir des prévisions du cabinet Tourism Economics portant sur 47 pays européens. D'ici 2036, la demande d'hébergement touristique devrait progresser de 32 %, soit 1,6 milliard de nuitées supplémentaires par an, tous voyageurs confondus.

Mais où iront ces touristes ? Paris, Rome, Barcelone ou Londres n'ont pas vraiment de souci à se faire. Les cinq premières destinations européennes devraient encore concentrer plus de la moitié des nuitées internationales. Pour autant, les plus fortes progressions sont attendues ailleurs : en Europe centrale et orientale, dans les pays baltes et certaines régions des Balkans.

« La croissance de la prochaine décennie sera portée par de nouveaux voyageurs, de nouvelles destinations et de nouvelles tendances de consommation », souligne Jean-Claude Balanos, directeur des opérations franchise France d'Accor. Le groupe hôtelier, qui a commandé ces prévisions, y voit naturellement des perspectives de développement. Pour les voyageurs, c'est une autre carte de l'Europe qui se précise.

Sur les bords de l'Adriatique, le mouvement est déjà bien engagé. Longtemps restées dans l'ombre de la Croatie ou de la Grèce, l'Albanie et le Monténégro attirent désormais les vacanciers séduits par leurs paysages et des tarifs encore relativement abordables. Mais le succès a son revers. En Albanie, la station de Ksamil, sur la Riviera, voit déjà se multiplier constructions et visiteurs. La destination confidentielle appartient largement au passé.

Les groupes hôteliers ont déjà commencé à miser sur ces nouvelles destinations. Accor a ainsi ouvert en 2025 le Green Coast Hotel, sous enseigne MGallery, sur la Riviera albanaise. « Cette dynamique s'étend à une nouvelle génération de destinations méditerranéennes émergentes », expliquait récemment Maud Bailly, directrice générale de Sofitel, MGallery et Emblems. Un investissement révélateur : l'Albanie, longtemps fréquentée pour ses petits prix, attire désormais aussi l'hôtellerie haut de gamme.

R I.

IA : SpaceX s'endette de 40 milliards pour acheter des puces NVIDIA, annonce Elon Musk

SpaceX dépense toujours plus pour s'imposer dans l'intelligence artificielle (IA), et Elon Musk affirme avoir trouvé de quoi financer sa prochaine vague d'achats. Des sommes toujours plus folles pour concrétiser des projets astronomiques

On le sait, SpaceX s'impose désormais comme un monstre de l'IA en plus d'être un géant spatial. En plus d'opérer son propre modèle, Grok, la firme loue la puissance de calcul de ses data centers à d'autres entreprises, et prépare déjà des satellites IA baptisés Starmind. Son bilan financier sur le troisième trimestre confirme ce virage : l'IA pèse désormais 7,56 milliards de dollars dans son activité, soit presque dix fois plus qu'il y a un an. Mais cette course coûte une fortune.

Elon Musk confirme les bruits de couloir

Et justement, début octobre, des premiers bruits de couloir évoquaient des discussions entre SpaceX, des banques et des gestionnaires d'actifs pour opérer une nouvelle levée. Elon Musk a levé le doute ce dimanche 25 octobre sur X.com, affirmant que SpaceX avait « bouclé 40 milliards de dollars de dette pour des GPU ». Une réussite qu'il attribue à la bonne note de solvabilité de l'entreprise, ainsi qu'à son chiffre d'affaires issu de Starlink et des lancements. Ainsi, cette dette remboursable par anticipation devrait servir à financer des processeurs attendus aux premier et deuxième trimestres 2027.



De quoi renforcer un peu plus le lien entre SpaceX et NVIDIA. Lors de sa première conférence de résultats en tant que société cotée, le 4 août dernier, Elon Musk s'est engagé à équiper ses data centers qu'avec des puces du fabricant. Il a aussi indiqué que son supercalculateur Colossus 2 en compte déjà plus de 550 000. De même, l'entreprise de Jensen Huang est actionnaire du géant spatial, avec une participation à hauteur de 17 milliards de dollars.

La fin du « neocloud » ?

L'homme le plus riche du monde en a

aussi profité pour lancer un avertissement à une partie de l'industrie. Selon lui, les marchés de la dette se sont « presque entièrement fermés » aux entreprises sans revenus importants en dehors des data centers d'IA. Il prédit, dans ce contexte, une vague de disparitions ou de fusions pour les quelque 200 acteurs du « neocloud », à l'instar de CoreWeave ou Nebius. Car la tendance est bien là : depuis quelques jours, des investisseurs parient contre ces entreprises par crainte qu'elles ne tiennent pas le rythme d'une expansion financée par la dette. Et c'est le chemin que semble prendre l'industrie.

Prise sur le fait ! Installée en local, cette IA chinoise plébiscitée tente d'envoyer des données vers la Chine sans qu'on le lui demande

Un modèle de la famille Qwen a tenté de transmettre des informations à un serveur chinois pendant un test de cybersécurité. L'opération a été bloquée, mais elle soulève des questions sur la fiabilité des agents IA, notamment lorsqu'ils manipulent des données confidentielles. Une intelligence artificielle qui prend l'initiative d'envoyer des données vers la Chine, sans qu'on lui ait rien demandé. Voilà la découverte plutôt inquiétante que vient de faire Cohere, une entreprise canadienne qui développe des modèles et des outils d'IA pour les entreprises. Dans un rapport publié le 26 octobre, l'entreprise explique avoir surpris Qwen3.8-Flash-Next en train de tenter une connexion vers un serveur d'Alibaba Cloud situé à Pékin. L'incident s'est produit dans un environnement de test sécurisé. Aucune information sensible n'a été dérobée, mais le comportement du modèle interroge sur les risques auxquels s'exposent les entreprises qui confient des tâches à des agents IA.

Une commande que l'IA n'aurait jamais dû exécuter

Qwen devait accomplir une tâche assez banale pour un assistant spécialisé dans la cybersécurité, à savoir rédiger une règle permettant de détecter certains téléchargements malveillants. Mais au lieu de se limiter à cette consigne, le modèle a commencé par inspecter son environnement informatique. Il a examiné les fichiers temporaires, vérifié les outils disponibles et consulté la configuration réseau, avant de

lancer une commande curl pour tenter d'envoyer une chaîne de test vers un espace de stockage Alibaba Cloud. Le plus étonnant est que son propre raisonnement indiquait qu'il n'utiliserait aucun outil. Heureusement, l'environnement isolé de l'entreprise interdisait les connexions sortantes. La tentative a donc échoué. Et l'incident semble exceptionnel puisqu'il s'est produit moins d'une fois sur 100 000 appels dans les évaluations de Cohere. Une nouvelle exécution de la même consigne a d'ailleurs donné le résultat attendu. L'entreprise canadienne reconnaît ignorer l'origine de ce comportement. Il pourrait notamment provenir de données ou de commandes mémorisées pendant l'entraînement. Rien ne permet donc de conclure à une porte dérobée volontairement intégrée par Alibaba. Une réserve d'autant plus importante que Cohere commercialise elle-même des modèles concurrents.

Pourquoi les modèles Qwen séduisent autant

Développée par Alibaba, Qwen est devenue l'une des familles de modèles d'intelligence artificielle les plus populaires auprès des développeurs. Capables de rédiger du texte, de programmer ou d'analyser des images selon les versions, ces modèles présentent un avantage de taille. Beaucoup sont distribués avec leurs poids accessibles, ce qui permet aux entreprises de les télécharger, de les personnaliser et de les exécuter sur leurs propres infra-

structures. Certaines versions utilisent également une architecture à mélange d'experts (MoE), qui ne mobilise qu'une partie des paramètres pour chaque requête. De quoi réduire la puissance de calcul nécessaire et, potentiellement, la facture. Cette souplesse explique en partie leur popularité. Mais héberger une IA sur ses propres serveurs ne garantit pas qu'elle y conservera les informations auxquelles elle accède.

Une IA locale peut aussi laisser sortir vos données

Le véritable danger apparaît lorsqu'un modèle n'est plus seulement utilisé pour discuter, mais dispose d'outils lui permettant d'ouvrir des fichiers, d'exécuter des commandes ou d'accéder à Internet. Dans une entreprise, un agent trop largement autorisé pourrait ainsi transmettre du code source, des documents confidentiels ou des identifiants à un serveur extérieur. Une erreur du modèle ou une manipulation extérieure peut suffire à provoquer une fuite de données. Les spécialistes recommandent donc de limiter strictement les permissions accordées aux agents, de bloquer les connexions sortantes non indispensables et de surveiller les commandes réellement exécutées. Les transferts sensibles devraient également nécessiter une validation humaine. Pour les particuliers, la prudence reste aussi de mise lorsqu'il s'agit de confier des documents personnels à une IA, même installée localement. Un utilisateur averti en vaut deux.

En Chine, la bulle de l'IA semble déjà avoir éclaté

En Empire du Milieu, la bulle autour de l'IA gonflait à vue d'œil. Elle donne aujourd'hui de sérieux signes d'essoufflement.

Depuis des mois, les avertissements se multiplient en Occident. Économistes et investisseurs se posent la même question : les entreprises de l'IA valent-elles vraiment autant ? Car leur valeur a littéralement explosé, portée par des investissements colossaux dans les puces et les centres de données. Mais les bénéfices, eux, se font encore et toujours attendre. Et certains y voient un air de déjà-vu, évoquant notamment la bulle Internet du début des années 2000, quand l'enthousiasme avait fini par l'emporter sur la raison.

Si pour l'heure, les investissements monstres continuent de pleuvoir aux États-Unis, une nouvelle enquête de Reuters fait état d'une réalité bien différente du côté de la Chine.

Des indices majeurs en chute libre

En effet, le STAR50, l'indice de la bourse de Shanghai qui réunit les grands noms chinois de l'IA et des puces électroniques, a perdu 40 % de sa valeur depuis juillet. Ce sont près de 480 milliards de dollars qui se sont évaporés. Et le mouvement ne s'arrête pas là : le CSI300, qui rassemble les plus grandes entreprises du pays, a reculé d'environ 20 % depuis son sommet de juin. Pour rappel, les indices peuvent être considérés comme des thermomètres de la Bourse, car ils regroupent les entreprises d'un même secteur et mesurent l'évolution de leur valeur globale. Et quand ils plongent, cela signifie que les investisseurs n'y croient plus autant. L'enjeu est immense en Chine, où l'IA pèse à elle seule 42 % de la valeur de la Bourse du pays d'après Goldman Sachs.

D'autant que cette dégringolade n'a été déclenchée par aucun élément précis, mais plutôt par un enchaînement de facteurs. Aujourd'hui encore, une entreprise du STAR50 vaut encore environ cent fois ses bénéfices annuels, contre trente pour son équivalent américain du Nasdaq. Mais ce n'est pas tout : les impôts à payer sur les gains, les doutes sur la demande réelle d'IA, et la crainte que les États-Unis interdisent le matériel chinois dans leurs centres de données sont également au cœur des craintes.

Simple trou d'air ou tendance de fond ?

Et les entreprises les plus en vue paient le prix fort. Unitree, le fabricant de robots humanoïdes a déjà perdu la moitié de sa valeur. C'est aussi le cas des fabricants de puces MetaX et Moore Threads. Quant aux spécialistes des composants optiques In-nolight et Eoptolink, ils ont dévissé d'environ 60 %, alors que Washington envisage de leur fermer les portes de ses centres de données.

Une désillusion qui risque de freiner la suite, puisque cela risque de freiner certaines entreprises dans leurs ambitions d'introduction en Bourse. Pour rappel, DeepSeek et Moonshot AI, deux des leaders chinois de l'IA, se préparent à devenir publics.

Reste à voir si cette tendance négative perdurera, car les experts ne s'accordent pas : tandis que le réputé investisseur Dong Baozhen estime que la bulle est en train d'éclater, Goldman Sachs et BNP Paribas, eux, y voient plutôt des occasions d'acheter des actions à bas prix. Si c'est effectivement le premier qui a raison, cette dynamique pourrait à terme affecter les marchés occidentaux.

LA PEUR DES VOITURES ESPIONNES GAGNE DU TERRAIN

BYD interdit sur une base militaire américaine

Depuis le 26 octobre, les voitures BYD ne peuvent plus accéder à une importante base militaire américaine au Japon. En cause, la crainte que leurs caméras et capteurs puissent collecter des informations sensibles. Une décision loin d'être isolée : plusieurs pays ont déjà pris des mesures similaires contre les véhicules chinois. Mais cette méfiance dépasse les seuls constructeurs de l'empire du Milieu, et pose une question plus large sur les risques liés aux voitures connectées.



Depuis ce lundi 26 octobre 2026, les véhicules du constructeur chinois BYD sont interdits d'accès à la base aérienne américaine de Kadena, sur l'île d'Okinawa, au Japon. La mesure concerne aussi bien les voitures particulières que les taxis et les véhicules de livraison. Tous doivent désormais faire demi-tour à l'entrée de cette installation stratégique de l'US Air Force, l'une des plus importantes en Asie.

La décision qui a été prise ces derniers jours repose sur des préoccupations de sécurité nationale. Les autorités américaines redoutent en effet que les nombreux équipements embarqués dans les voitures modernes (caméras, capteurs, systèmes de géolocalisation) puissent servir à recueillir des informations sensibles. La base de Kadena accueille notamment des avions de chasse F-22 et F-35, des appareils de reconnaissance et un système de missiles Typhon. Autant d'équipements dont les déplacements ou les installations pourraient intéresser des services de renseignement étrangers.

"Ces véhicules présentent un risque inacceptable et impossible à atténuer pour notre personnel et notre mission", a déclaré Alli Stormer, porte-parole de la base, citée par Reuters.

Pour autant, les autorités américaines n'ont présenté aucune preuve publique d'espionnage impliquant le constructeur BYD. Il faut rappeler que cette interdic-

tion intervient également quelques mois après l'inscription du constructeur sur une liste du Pentagone recensant des entreprises chinoises soupçonnées de liens avec l'armée de Pékin.

Une méfiance de plus en plus présente

Les États-Unis ne sont pas les premiers à s'inquiéter de la présence de voitures chinoises à proximité d'installations sensibles. Au Royaume-Uni, certains sites militaires ont déjà imposé des restrictions à ces véhicules. En Pologne, depuis février 2026, les voitures chinoises sont également interdites sur des installations militaires, tandis que les soldats ne peuvent plus connecter leurs téléphones professionnels à leurs systèmes multimédias. Israël a, de son côté, restreint l'utilisation de BYD par certains responsables militaires.

Un épisode survenu en Norvège illustre plus concrètement les préoccupations des autorités.

Lors d'un exercice militaire en septembre, des soldats auraient découvert que leurs voitures de location chinoises conservaient des enregistrements vidéo de leurs déplacements, notamment à proximité de points de contrôle. Des codes saisis à l'entrée d'installations militaires auraient même été filmés. Rien ne permet cependant d'affirmer que ces données ont été transmises à un tiers ou exploitées à des fins d'espionnage. Mais

le simple soupçon suffit à déclencher des mesures restrictives. Aux États-Unis, cette méfiance va même jusqu'à exclure certains constructeurs du marché.

En juin 2026, Washington a refusé à Polestar l'autorisation de commercialiser ses véhicules à partir du millésime 2027, en application d'une réglementation visant les technologies connectées liées à la Chine. La marque suédoise, contrôlée par le groupe chinois Geely, pourra écouler ses stocks existants, mais pas importer de nouveaux modèles. Un cas d'autant plus étonnant que le Polestar 3 est notamment fabriqué aux États-Unis.

À l'inverse, Volvo, également propriété de Geely, a obtenu une autorisation pour poursuivre ses ventes. On assiste donc ici à une évolution de la perception de l'automobile. Longtemps considérée comme un simple moyen de transport, elle devient aussi un équipement informatique mobile, capable de recueillir des informations sur son environnement. Qu'il s'agisse de zones particulièrement sensibles ou pas.

Des voitures capables d'espionner, mais jusqu'où ?

Les voitures modernes disposent d'un arsenal technologique qui dépasse les besoins de la conduite. Les caméras peuvent filmer leur environnement, les GPS enregistrer des trajets et les micro-

phones capter des conversations. Certains véhicules disposent également de radars ou de lidars, capables de détecter les objets autour d'eux. Autant d'informations potentiellement précieuses pour reconstituer les déplacements de personnes, identifier des installations ou observer l'activité d'un site sensible. Le véritable enjeu concerne toutefois l'utilisation de ces données. Leur collecte ne signifie pas nécessairement qu'elles sont conservées, encore moins qu'elles sont envoyées à l'étranger. Tout dépend des équipements, des logiciels et des possibilités de transmission propres à chaque modèle. Une connexion à Internet peut permettre l'envoi d'informations vers les serveurs d'un constructeur, mais elle ne constitue pas, à elle seule, une preuve d'espionnage. Dans le cas de BYD, les autorités américaines n'ont pas rendu publics d'éléments démontrant une telle utilisation des données.

D'ailleurs on peut se demander si ce n'est pas un juste retour des choses. En effet, dès 2021, la Chine avait elle-même interdit les Tesla dans certains complexes gouvernementaux, redoutant que leurs caméras puissent collecter des informations sensibles. Ces restrictions ont été levées en 2024, après que Tesla a obtenu une validation concernant la sécurité de ses données. Désormais, ce sont donc les Américains qui expriment les mêmes craintes à l'égard des voitures chinoises.

L'une des quatre humeurs Ils mettent à mort le taureau		Liquide vital Grosse maladresse devant le but		Placés à un endroit stratégique Aéronefs sans pilote		Traverse Pénguex		L'une des quatre humeurs (trois mots)		Sa capitale est Mascate Capitale de la Lettonie		Risquée Véla en latin	
								Engins de guerre					
Préfecture de l'Indre-et-Loire Il peut venir du cœur						Qui se rapporte aux lèvres Exaampère							
			Enlevée Pays d'Asie					Ardente Crédibles					
Subdivision d'un article Les espagnols et les portugais réunis							Coups portés sur un tambour				Grande école		Erode
						Partie tendre L'une des quatre humeurs				Pourfendre		Protège le tibia	
Celui des siciliens est connu au cinéma		Champion Proche de l'ADN			Plante purgative		Arbustes à fleurs jaunes						
				Arme rudimentaire Genre de méduse									
Fin d'infinif			Pied de vigne Bonnes à résoudre pour Hercule Poirot				Compagnon de l'apôtre Paul				Film de Spielberg		Déployé
Île de France	Vieux non Groupes de joueurs						Sans classement précis						
		Véto russe Le plus ancien continent					Enchâsse Esquivée						
C'était un ouvrage encyclopédique Laxatives					Fin de participe Teraseconde			Perdaient Strontium			Commence le dimanche Utilisé fréquemment		
										Télévisions européennes Contre le passage du courant électrique			
Surveiller de près		Matous Conseillait mal										Comprimées	
					Lettre grecque Lien pour serrer				Paysage pittoresque				
Anneaux de cordage Baie jaune						Chicana pour un rien Pan de tissu							Le plancher des vaches
			Lieu du premier miracle de Jésus	Hasard de la vie Beau château normand				Poids à jeter Lever le cul					
L'une des quatre humeurs (deux mots)	Ennemi de la raie	Femelle du canard Poisson					Armée irlandaise				Sélénium		
						Il exploite un moulin Escadron de protection de l'Allemagne nazie							
Ils sont représentatifs des consommateurs Bandits sur la mer							Précis				Erbium		
							Natte						

PÉTROLE

le Brent à plus de 114 dollars le baril

Les cours du pétrole hésitaient mardi, dans un marché toujours attentif à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, cédait 0,97 % à 114,69 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, perdait 0,85 % à 100,89 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 28 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



FÊTE DE LA RÉVOLUTION

La journée du dimanche 1er novembre chômée et payée

La journée du dimanche 1er novembre, coïncidant avec la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, sera chômée et payée, indique mardi un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. "A l'occasion de la fête de la Révolution et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du dimanche 1er novembre 2026 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source. Toutefois, "les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne le communiqué. APS

ACCIDENTS DE LA ROUTE

37 morts et 1636 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes sont décédées et 1636 autres ont été blessées dans 1447 accidents de la circulation survenus entre le 18 et le 24 octobre en cours dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 6 morts et 57 autres blessés dans 42 accidents de la circulation. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 900 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (121 incendies), Blida (52 incendies) et Tizi Ouzou (47 incendies). Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 8 personnes intoxiquées par le gaz de monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et chauffe-eaux à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Guelma, Tindouf, Sétif, Khenchela et El Bayadh. Pour ce qui est de la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 58 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas.

BANQUES

L'Algérie participe à l'augmentation du capital callable de la BAD

L'Algérie participe à l'augmentation générale du capital callable (AGCA) de la Banque africaine de développement (BAD), à concurrence de 453.119 actions appelables, en vertu du décret présidentiel n 26-341 du 18 octobre 2026 autorisant la souscription de l'Algérie à cette augmentation, publié au Journal officiel n 75. "Est autorisée, à concurrence de quatre cent cinquante-trois mille cent dix-neuf (453 119) actions appelables, la souscription de la République algérienne démocratique et populaire à l'augmentation générale du capital callable (AGCA) de la Banque africaine de développement", selon ce texte. Le versement de la souscription de la République algérienne démocratique et populaire sera opéré sur les fonds du Trésor public, dans les formes prévues par la résolution de la BAD n B/BG/2024/09 du 29 mai 2024, précise le décret. APS

THÉRAPIES INNOVANTES

L'Algérie et l'Allemagne explorent un partenariat stratégique

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, effectue, du 26 au 30 octobre, une visite de travail à Bergisch Gladbach, en Allemagne, à la tête d'une délégation comprenant le Directeur général du groupe Saidal, Younes Bouarara, ainsi que des cadres du groupe, afin d'examiner les moyens d'établir un partenariat stratégique pour la production de thérapies innovantes en Algérie, indique un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consolider la souveraineté sanitaire nationale et à renforcer les capacités de l'industrie pharmaceutique algérienne, consacrant ainsi la place de l'Algérie en tant qu'acteur majeur de la sécurité sanitaire à l'échelle africaine, précise le communiqué ajoutant que le développement de thérapies innovantes et la localisation des biotechnologies avancées constituent des piliers essentiels de cette vision stratégique. Cette visite, effectuée à l'invitation du Directeur général de la société Miltenyi Biotec, Boris Stoffel, leader mondial dans le domaine des biotechnologies et de la thérapie cellulaire, s'inscrit également dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne et du développement des capacités nationales en matière de thérapies avancées. Elle constitue une première

étape vers la création d'un pôle de référence en thérapie cellulaire en Algérie, précise la même source. Les entretiens entre M. Kouidri et le premier responsable de l'entreprise ont porté sur le développement de la thérapie par cellules souches en Algérie, une nouvelle génération de traitements qui ouvre des perspectives de guérison aux patients atteints de certains types de cancer et d'autres maladies incurables. Dans ce contexte, le ministre a mis en avant les priorités stratégiques de l'Algérie en matière de thérapie cellulaire, notamment la localisation des traitements innovants, la réduction de leurs coûts, le renforcement de la souveraineté sanitaire nationale, ainsi que le développement des compétences et des technologies de pointe, ce qui permet d'améliorer la prise en charge des patients et de réduire le recours aux soins à l'étranger, avec l'ambition de créer un pôle régional au service de l'Algérie, de l'Afrique et du Moyen-Orient. M. Kouidri a affirmé que l'objectif ne se limite pas à l'acquisition d'équipements et de technologies modernes, mais englobe la mise en place d'un partenariat industriel, scientifique et technologique durable, fondé sur le transfert de connaissances, la localisation de la technologie et le développement des capacités nationales, afin de garantir la maîtrise progressive de ces thérapies avancées et de renforcer l'autonomie de l'Al-

gérie dans ce domaine stratégique. De son côté, le directeur général du groupe Saidal, Younes Bouarara, a présenté les capacités industrielles et les expertises dont dispose le groupe, ainsi que les perspectives de sa contribution à la concrétisation de cette orientation nationale, en renforçant l'intégration entre les capacités de production nationales et les biotechnologies modernes. La visite a également permis de découvrir les installations de production de la société "Miltenyi Biotec", de prendre connaissance de ses capacités technologiques et de son expertise dans le domaine de la thérapie cellulaire, en sus d'explorer les opportunités de coopération dans les domaines du transfert de technologie, de la formation spécialisée et du développement des capacités nationales. Ce partenariat complète et renforce la coopération existante avec l'Institut "Karolinska" en Suède, l'un des grands centres mondiaux de recherche médicale, auquel contribuent des compétences scientifiques algériennes de la diaspora dans les domaines de l'expertise scientifique, de la formation et de la recherche commune. Ce partenariat permettra également d'établir une coopération intégrée associant l'Algérie, l'Allemagne et la Suède, et reliant technologie industrielle, recherche scientifique et compétences nationales, conclut le communiqué. R.E.

IN-SALAH

Vers la création d'un périmètre agricole de 15.000 ha au profit des investisseurs

Un périmètre agricole de 15.000 hectares (ha) sera prochainement créé dans la wilaya d'In-Salah au profit des investisseurs, afin d'accroître les superficies consacrées aux cultures stratégiques, a-t-on appris mardi de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette opération, qui permettra aux investisseurs souhaitant bénéficier

de terres agricoles pour réaliser leurs exploitations de s'inscrire via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA), devrait ouvrir de nouvelles perspectives en matière de développement potentiel productif de la wilaya et contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire, a affirmé le DSA, Abdelaziz Zenigla. Le même responsable a

également fait état de démarches engagées à In-Salah en vue de la création de périmètres agricoles dédiés à la production de la tomate industrielle, parallèlement à la réalisation d'une unité de transformation de ce produit. Une fois concrétisés, ces projets permettront de renforcer l'intégration entre la production agricole et la transformation industrielle, d'ab-

sorber les excédents de récolte, en plus d'encourager l'investissement dans les filières à fortes rentabilité économique, a-t-il ajouté. Ils visent aussi à valoriser les potentialités agricoles de la wilaya et à diversifier la production, notamment dans les cultures stratégiques, notamment la céréaliculture et la tomate industrielle, a-t-on indiqué.

TIZI-OUZOU

Le DG des Douanes inaugure le nouveau siège de l'inspection divisionnaire

Le Directeur général des Douanes, le Général-Major, Abdelhafid Bakhouch, en visite de travail dans la wilaya de Tizi-Ouzou, mardi, a procédé à l'inauguration du nouveau siège de l'inspection divisionnaire sis à Oued Fali. Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi de l'activité des services douaniers, de l'évaluation de leur état de préparation et de l'optimisation des conditions d'exercice de leurs missions, le DG des Douanes, accompagné du wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Essedik Boucetta, a pré-

sidé la cérémonie de baptisation du nouveau siège du nom du défunt moudjahid Hocine Zehouane. L'inspection divisionnaire des douanes de Tizi-Ouzou, qui couvre les wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou, a réalisé un montant d'environ 3 milliards de dinars de droits et taxes douanières, au cours des 9 derniers mois de cette année, selon une présentation faite à cette occasion. Un hommage a été rendu à la famille du défunt moudjahid Hocine Zehouane, ainsi qu'à des cadres et retraités de l'inspection des douanes de

Tizi-Ouzou. La visite a été également marquée par la pose de la première pierre pour la réalisation de logements destinés aux agents des douanes. Il s'agit de 10 unités à Oued Fali et de 14 autres à Tamda. Par ailleurs, le général-major Abdelhafid Bakhouch, a procédé à la cérémonie de baptisation de la nouvelle place publique, aménagée à la sortie Est de la ville de Tizi-Ouzou, au nom du "1er novembre 1954". APS